



Investir dans les populations rurales

Royaume du Maroc

Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Date de la mission: 2 au 15 mars

Date du document: 2 avril 2014

No. du Projet: 1338

No. du rapport: 3381-MA

Division Proche Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

Table des matières

| | |
|--|-----|
| Sigles et acronymes | iii |
| A. Introduction | 1 |
| B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet | 1 |
| C. Produits et réalisations | 3 |
| D. Avancement de l'exécution du projet | 10 |
| E. Aspects fiduciaires | 11 |
| F. Durabilité | 13 |
| G. Autres aspects | 14 |
| H. Conclusion | 14 |

Appendices

| | | |
|--------------|---|----|
| Appendice 1: | Résumé de l'état d'avancement du projet et notes | 17 |
| Appendice 2: | Résumé des principales mesures dans des délais convenus | 21 |
| Appendice 3: | Questions financières | 23 |
| Appendice 4: | Respect des dispositions de l'accord de prêt, état d'avancement | 25 |
| Appendice 5: | Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI | 27 |
| Appendice 6: | Cadre logique révisé à mi-parcours indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits | 33 |
| Appendice 7: | Gestion des savoirs: apprentissage et innovation | 35 |
| Annexe I: | Degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de mai 2013 | 37 |
| Annexe II: | Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission d'audit des comptes du projet l'exercice 2012 | 39 |

Sigles et acronymes

| | |
|---------|---|
| AEP | Alimentation en eau potable |
| AGR | Activité génératrice de revenus |
| AMC | Association de microcrédit |
| ANOC | Association nationale des éleveurs d'ovins et de caprins |
| AT | Assistance technique |
| AUEA | Association des usagers de l'eau agricole |
| BET | Bureau d'études techniques |
| CES | Conservation des eaux et des sols |
| CT | Centre de travaux |
| DAO | Dossier d'appel d'offres |
| DDFP | Direction du développement des filières de production |
| DIAEA | Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole |
| DP | Direction du projet |
| DPA | Direction provinciale de l'agriculture |
| DRA | Direction régionale de l'agriculture |
| DPEFLCD | Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification |
| DF | Direction financière |
| IGF | Inspection générale des finances |
| INDH | Initiative nationale pour le développement humain |
| MAPM | Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime |
| MEF | Ministère de l'Economie et des Finances |
| OFID | OPEC Fund For International Development |
| OPA | Organisation professionnelle agricole |
| ONSSA | Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires |
| PDD | Plan de développement de douar |
| PDRMO | Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental |
| PMH | Petite et moyenne hydraulique |
| PTBA | Programme de travail et budget annuels |
| SFDA | Société de financement du développement agricole |
| SMOP | Service de mise en œuvre des projets |
| SS | Service de support |
| SVA | Service de la vulgarisation et de l'appui |
| SYGRI | Système de gestion des résultats et impacts |
| UGP | Unité de gestion du projet |

A. Introduction¹

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Maroc du 2 au 15 mars 2014, dans le cadre de la supervision du Projet de Développement Rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO).
2. Au cours de son séjour, la mission a passé en revue l'exécution technique et la gestion administrative, financière et comptable du Projet. Elle a notamment fait le point sur: i) la performance globale du projet, ses effets et impacts sur les groupes cibles; ii) les recommandations de la mission de revue à mi-parcours d'août 2012 et de la mission de supervision de mai 2013; iii) les activités du Projet pendant la période sous-revue et apprécier les progrès dans la mise en œuvre; iv) les recommandations de l'audit de 2012 et la préparation de l'audit des comptes de 2013; v) l'efficacité des partenariats; vi) le système de suivi-évaluation du Projet en s'assurant que les indicateurs RIMS sont collectés et analysés; vii) les priorités des PTBA et Plan de Passation de Marchés; viii) le degré d'exécution des clauses de l'Accord de Prêt et; (ix) le désengagement du projet dont la date d'achèvement est prévue pour mars 2015 et ce pour la pérennité des activités mises en place.
3. La mission s'est rendue dans la zone du Projet, où elle a tenu des réunions avec l'UGP, la DPA (Missour) et s'est entretenu avec la DRA (Fès-Boulemane). Elle a visité des réalisations sur le terrain et rencontré des représentants, des institutions locales, des opérateurs partenaires, des bénéficiaires, d'AUEA, de groupements ANOC, des agriculteurs/ éleveurs et recueilli leurs avis et suggestions.
4. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu au siège de la DPA à Missour, le 7 mars 2014 avec l'UGP et les cadres de l'opérateur partenaire chargé de l'Assistance technique. Une réunion de restitution s'est tenue à Rabat le 31 mars 2014 au niveau de la Direction de l'Irrigation et de l'Aménagement de l'Espace Agricole (DIAEA) au MAPM. La mission a attiré l'attention des responsables sur les mesures à prendre pour assurer un avancement optimal des résultats du PDRMO en vue de son achèvement en mars 2015. Le présent aide-mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

5. Le PDRMO qui a démarré en 2007 est entré dans sa 8ème et dernière année d'exécution et, la date d'achèvement des activités du projet est prévue pour fin mars 2015.
6. Dès sa mise en œuvre en 2007, l'exécution du projet a été confrontée aux difficultés de recrutement de l'assistance technique et aux lenteurs inhérentes à l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement douars (PDD), étape indispensable pour impliquer les populations cibles dans le processus de planification et de développement participatif de leurs activités. De plus, durant l'année 2008, les aléas climatiques (crues, inondations) ont affecté de nombreux douars de la zone du projet, et les besoins et priorités des populations ont dû être revus par rapport aux prévisions initiales.
7. Si la période de 2007 à 2009 a été totalement dédiée à l'élaboration de 150 PDD, le démarrage effectif des réalisations sur le terrain n'a commencé qu'en 2010. Sur le plan des réalisations physiques, on note en 2012 et 2013, des améliorations quantitatives et qualitatives des réalisations sur le terrain. Les infrastructures et aménagements hydro-agricoles sont visibles, de bonne qualité, à la satisfaction de toutes les parties prenantes et ce, grâce au travail participatif mené par le projet en direction des bénéficiaires et à la forte synergie et complémentarité développées avec les institutions locales.

¹ Composition de la mission: La mission était composée de: Mr Ghachem Kadari, consultant développement rural, Chef de mission; Mr Mohamed Milourhmane, point focal FIDA au Maroc, Mr Omar Berkat, spécialiste élevage; Mr Ali Lansari, expert agronome et Mr Malek Haddad, consultant en gestion financière. Mr Abdelhamid Abdouli, CPM/FIDA a participé à la réunion de restitution au Ministère de l'Agriculture le 31 mars 2014.

8. Tous les douars cibles ont bénéficié des réalisations du projet et notamment les femmes (AEP, alphabétisation, réduction charges de travail, AGR). De plus, des effets positifs sont notés sur l'environnement grâce aux activités de conservation des eaux et des sols et d'amélioration des parcours réalisées par le projet. Toutefois, des efforts importants restent à faire durant l'année 2014 pour assurer la durabilité des ouvrages, par les associations et institutions locales et, un désengagement réussi du projet.

9. La composante I « Renforcement des capacités » accuse du retard dans les formations en gestion des coopératives et de démonstrations en production animale des cadres et techniciens et ce, au regard des objectifs fixés et, de l'attente en terme de durabilité et de maîtrise des process d'amélioration de la production. Les taux sont bas (10%) dans la formation des bénéficiaires en gestion des coopératives et des cadres et techniciens en production animale.

10. Pour la composante II « Aménagements et infrastructures socio-économiques », globalement, l'état d'avancement de la composante a atteint 82% par rapport aux prévisions et devrait à fin 2014, au vu des contrats en cours de mise en œuvre, atteindre 100% pour les volets PMH, pistes et AEP. Les taux de réalisation des volets CES et formation des agriculteurs et du personnel technique sont encore **insuffisants** et devront bénéficier de plus d'intérêt en 2014.

11. Au niveau de la composante III « Intensification et diversification de la production agricole », l'avancement de la sous-composante développement de la production est jugé **satisfaisant** pour l'arboriculture et le safran (77%) mais encore insuffisant pour les activités de démonstration (19%) et les formations du personnel (28%). Pour ce qui concerne la sous-composante amélioration sylvopastorale et développement de l'élevage, les travaux de réhabilitation et de création de nouveaux points d'eau sont à 100%. A fin 2014, le volet élevage atteindra également 100% pour l'apiculture, les groupements ANOC, la distribution des géniteurs et les actions de prophylaxie. En matière d'amélioration des parcours collectifs et privés (mises en repos, associations de gestion, plantations fourragères, plantations intercalaires), les marchés ont été lancés et sur un total de 1'000 ha prévus, le taux de réalisation à fin 2014 avoisinerait 80%. Seul le volet relatif à la réhabilitation des écosystèmes forestiers (amélioration sylvo-pastorale, plantations énergétiques, fours améliorés), n'a pas donné les résultats attendus en raison de difficultés liées à certains partenariats.

12. La composante IV « Appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise », n'a pas donné les résultats attendus. Le partenariat prévu initialement avec une association de microcrédit pour mettre en œuvre la composante n'a pas abouti. La direction du projet et la mission ont identifié une piste possible qui consiste à confier l'exécution de cette composante à l'association «Al Hadaf» qui a pour rôle de promouvoir la création d'AGR et qui travaille également en ce sens sur des projets financés par d'autres bailleurs.

13. Globalement, on peut dire que sur le plan de l'exécution des réalisations physiques, la performance du projet est jugée « **satisfaisante** » et les objectifs sont en passe d'être atteints d'ici fin 2014 pour au moins trois composantes techniques sur quatre.

14. Au niveau coordination et gestion, l'UGP est pleinement opérationnelle, la performance de l'opérateur partenaire (CID) est **satisfaisante** et des améliorations sont constatées depuis 2012. Les évaluations des équipes sont faites par la DPA et la DRA. En ce qui concerne la gestion financière, le projet connaît les mêmes problèmes que ceux des autres projets FIDA dans le pays, notamment en matière de retards dans les décaissements, mais des améliorations sont en cours.

15. Sur le plan financier, à fin février 2014, les taux de décaissement sont comme suit: 46% sur le prêt FIDA; 38% sur le prêt OFID; 37% pour la contribution du gouvernement et 23% pour la contribution des bénéficiaires. Cette performance est jugée **non satisfaisante**, compte tenu de la date d'achèvement du projet (31 mars 2015). Toutefois, au vu des contrats signés et en cours de mise en œuvre, les décaissements sur les fonds OFID devraient atteindre 95% à fin 2014 et le taux de décaissement sur le prêt FIDA devrait connaître une amélioration substantielle et atteindre au moins 70%, si des efforts sont faits en 2014, notamment sur les activités liées au renforcement des

capacités, à la promotion de la micro-entreprise, aux démonstrations et à certaines activités d'aménagement sylvo-pastoral.

C. Produits et réalisations

16. Le PDRMO comprend cinq (5) composantes: i) Renforcement des capacités; ii) Aménagements et infrastructures socio-économiques; iii) Intensification et diversification de la production agricole; iv) Appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise et v) Coordination et gestion du projet.

17. A fin février 2014, les résultats obtenus par composante, des principaux produits ou réalisations du Projet sont résumés ci-après (les détails seront donnés dans le rapport final à l'appendice V « Avancement matériel »).

Composante I: Renforcement des capacités

18. Globalement, l'appréciation de la mission pour la mise en œuvre de la composante est **« modérément satisfaisante »**. Si le travail d'élaboration et de mise en œuvre des PDD s'est inscrit dans la durée compte tenu de son aspect novateur en matière de planification territoriale participative et a donné des résultats satisfaisants, les activités de formation/démonstration pour renforcer les capacités des bénéficiaires, du personnel du projet et institutions locales partenaires sont insuffisantes.

Planification participative

19. La mise en œuvre des actions du projet devait être précédée par l'élaboration, en concertation avec les populations concernées, de 150 PDD. Si l'objectif a été atteint (100%), la démarche participative, quoique indispensable, a nécessité plus de temps que prévu (3 ans) et, ceci a engendré un important décalage entre les phases planification/programmation et de réalisation. Par ailleurs, le recrutement du sociologue et les animateurs et animatrices pour l'élaboration des PDD et leur mise en œuvre n'a pas été fait et, cela a rendu difficile le travail de proximité auquel s'est ajouté par la suite, le désengagement des Centres de travaux (CT) qui, avec la création de l'ONCA, ont été séparés des DPA. Toutefois, le temps pris pour la préparation des PDD a eu des effets positifs en matière d'appropriation par les bénéficiaires et le renforcement de l'intégration de leurs actions.

Alphabétisation fonctionnelle

20. Par rapport aux prévisions du projet (3000 dont 2000 femmes), le taux de réalisation est seulement de 36%, même si l'impact de l'alphabétisation au niveau des femmes notamment est jugé satisfaisant. Le programme a été mené à travers 3 conventions, par deux associations de développement local, dont l'ONG El Hadej qui a une bonne pratique dans la mise en œuvre des AGR et l'entrepreneuriat. Lors des séances d'alphabétisation, les femmes ont été sensibilisées sur l'entrepreneuriat et le travail collectif et 15 coopératives ont été créées et pour lesquelles l'ONG a recherché des partenaires financiers pour la réalisation de leurs projets.

21. *Pour relancer l'alphabétisation, la mission recommande à l'UGP de solutionner rapidement le dernier paiement de l'ONG et engager la 4ème convention de partenariat qui devra également inclure la création d'AGR et de micro-entreprises.*

Formations

22. Les activités de formation prévues dans le cadre du projet concernent l'organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation, des formations techniques en production végétale et animale, des formations au profit des coopératives et associations en gestion, la formation des cadres/techniciens de la DPA, des CT et des institutions partenaires et l'organisation de voyages d'échange.

23. Les taux de réalisation varient entre 50 et 150% en ce qui concerne les formations dispensées aux bénéficiaires et entre 10 et 46% pour les cadres et techniciens. Les taux bas (10%) sont enregistrés en matière de formation des bénéficiaires en gestion des coopératives et en matière de

formation en production animale des cadres et techniciens. La formation des cadres et techniciens se heurte au problème de leur disponibilité compte tenu des durées des sessions.

24. Par ailleurs, les formations dispensées n'ont pas fait l'objet d'évaluation. L'examen des documents préparés par les bureaux d'études montre que la qualité des formations dispensées est bonne et il y a une forte participation des populations cibles. Des entretiens sur le terrain avec des participants ont confirmé à la fois ce constat et l'intérêt que portent les bénéficiaires aux formations.

25. Pour renforcer l'action du projet dans ce domaine, la mission recommande à l'UGP:

i) d'engager rapidement les marchés de formation des bénéficiaires prévus pour 2014 en privilégiant la gestion des associations et coopératives; ii) de prévoir des formations pour les cadres et techniciens, y compris ceux relevant des institutions partenaires du projet, par des sessions plus courtes et l'acquisition de matériel didactique; iii) d'engager le programme de sensibilisation des associations, coopératives et CR sur la maintenance des ouvrages de PMH, pistes, AEP et CES pour assurer leur durabilité.

| mesures convenues | Echéance | Responsables |
|--|---------------|--------------|
| Composante I «Renforcement des capacités». | | |
| 1. Solutionner le dernier paiement de l'ONG & engager la 4ème convention de partenariat qui devra inclure la création d'AGR et de Micro-entreprises. | Mai 2014 | D/Projet |
| 2. Engager rapidement les marchés de formation des bénéficiaires prévus pour 2014 en privilégiant la gestion des associations et coopératives | Juin 2014 | UGP |
| 3. Prévoir des formations pour les cadres et techniciens, y compris ceux relevant des institutions partenaires du projet. | Juin 2014 | UGP |
| 4. Engager le programme de sensibilisation des associations, coopératives et CR sur la maintenance des ouvrages de PMH, pistes, AEP et CES | décembre 2014 | UGP |

Composante II: <Aménagements et infrastructures hydro-agricoles>

26. Les réalisations physiques au titre de cette composante sont jugées **«satisfaisantes»**. L'approche participative mise en place, la qualité des ouvrages et des matériaux utilisés ont donné de bons résultats. Au vu des contrats engagés et déjà mis en œuvre en 2014, les taux des réalisations attendues en fin de projet se situent entre 90 et 100% pour chaque sous-composante.

II. 1. Sous-composante petite et moyenne hydraulique (PMH)

27. Les actions prévues au titre de cette sous-composante sont: i) Les études et l'assistance technique; ii) Les travaux d'aménagement de 1km de khetaras, de 3 sources et points d'eau, la construction de 19 ouvrages de dérivation et le revêtement de 106km de séguis et; iii) La constitution de 56 AUEA et l'amélioration de leurs connaissances et le savoir-faire.

28. Globalement, l'état d'avancement de la composante a atteint 82% par rapport aux prévisions révisées à mi-parcours. La cadence de réalisation a doublé durant le second semestre 2013. Il faut également noter que les études techniques ont été achevées, l'aménagement des sources est achevé et l'assistance technique mise en place est performante. Les khetaras et séguis sont achevés à 80% avec la réalisation de 13 ouvrages de dérivation (sur 19) et 7 réservoirs d'eau (non prévus initialement) construits. Les AUEA constituées et formées sont au nombre de 43 sur les 56 prévues (soit 76%).

29. Les réalisations de cette sous-composante sont satisfaisantes. Les ouvrages sont bien faits et les matériaux utilisés sont de bonne qualité. Si les prévisions inscrites dans le PTBA 2014 sont réalisées, les objectifs fixés à la sous-composante PMH seront atteints voire dépassés. Toutefois, des efforts importants restent à faire pour améliorer l'entretien en vue de la durabilité des ouvrages.

30. Aussi, la mission recommande à l'UGP de renforcer la sensibilisation des AUEA et des usagers des réseaux d'irrigation pour améliorer l'entretien et le fonctionnement des ouvrages.

II.2. Sous-composante conservation des eaux et des sols (CES)

31. Cette sous-composante comprend: i) la réalisation d'études techniques, le recrutement d'une AT et le suivi d'impact annuel; ii) des travaux pour la stabilisation de 33'200m³ de berges, 16'800 m³ de correction de ravins, 317 ha de cordons en pierres par épierrage, 300 ha de confection et correction de murettes en pierres, 3'000 ha de plantations fruitières et CES et 1'500 m³ de citernes de captage des eaux de pluie; iii) des formations pour les agriculteurs (120 journées) et le personnel technique du projet (24 séances et 4 voyages d'études).

32. A date de la mission, le niveau des réalisations est considéré comme moyennement satisfaisant. Si les études techniques sont complètement réalisées, le suivi d'impact à réaliser annuellement n'a pas été fait pour 2013. Les travaux réalisés l'ont été sur des sites adéquats, sont de bonne qualité, et leur cadence a doublé depuis la dernière mission de supervision de mai 2013. On notera que le taux d'avancement est appréciable pour la correction des ravins (112%), la stabilisation des berges (85%) et les citernes souterraines (89%), mais reste insuffisant pour l'épierrage (37%), les plantations d'amandier (21%) et la stabilisation de murettes (0%). Les formations des bénéficiaires et du personnel sont insuffisantes et n'ont pas avancé depuis la dernière mission de supervision.

33. En tenant compte des prévisions inscrites au titre du PTBA 2014, le projet prévoit: i) d'abandonner la stabilisation des murettes pour leur difficulté de réalisation; ii) d'atteindre 1'040 ha de plantations d'amandier sur les 3'000 prévus, soit un objectif de 35% par rapport à l'objectif initial; iii) les formations atteindront 16% de l'objectif fixé et; iv) les études d'impact des travaux de CES seront réalisées à 65% (4 études sur 6 annuellement).

34. Pour améliorer la performance du projet au titre de cette sous-composante, la mission recommande: i) d'augmenter les superficies d'amandier en bour sur la base de l'expertise acquise par l'UGP, l'AT et les entreprises-Le projet financera l'acquisition des plants, les préparations du sol et la plantation; ii) de réaliser les études de suivi d'impact des travaux de CES restantes au vu de leur importance pour mesurer et apprécier les effets sur l'environnement; iii) de mettre l'accent, lors des formations prévues en 2014, sur la conservation des sols dans la protection de l'environnement et les conséquences positives sur les changements climatiques.

II.3. Sous-composante pistes

35. Les actions inscrites au titre de cette sous-composante sont: i) la réalisation des études techniques; ii) l'ouverture de 114 km de pistes et; iii) la formation des techniciens des communes rurales concernées sur l'entretien des pistes réalisées par le projet.

36. L'avancement de la sous-composante est considéré comme **satisfaisant**. Les études ont été totalement réalisées en 2012 et les pistes ouvertes cumulent 86,7 km (76% des prévisions). Le PTBA 2014 prévoit la réalisation des kilomètres restants pour atteindre les 114 km prévus par le projet. La seule insuffisance réside dans l'absence de formations des techniciens des CR prévues pour l'entretien et la durabilité et qui n'ont pas été réalisées à ce jour.

37. Les pistes réalisées sont de très bonne qualité, basées sur 2 couches au lieu d'une seule, avec exécution d'ouvrages d'art adaptés aux conditions de terrain, ce qui prolonge doublement la durabilité des réalisations. Ces pistes ont permis le désenclavement de l'ensemble des douars ciblés par le projet, mais aussi l'évacuation aisée des productions depuis les parcelles aux axes routiers (cas du réseau de pistes à Almis Marmoucha).

38. Pour un désengagement réussi au niveau de cette composante, la mission recommande à l'UGP d'engager rapidement les formations des techniciens des CR pour le suivi et l'entretien des pistes. La formation devra inclure les bénéficiaires usagers sur les aspects d'utilisation adéquate des pistes et ce, afin d'avoir un impact plus large sur la durabilité.

II.4. Sous-composante Adduction d'eau potable (AEP)

39. La sous-composante adduction d'eau potable (AEP) vise: i) l'adduction d'eau potable pour 14 douars; et ii) la formation des associations d'utilisateurs d'eau potable (AUEP) à travers 12 sessions de formation et 10 voyages d'études.

40. Le projet a réalisé les travaux d'AEP pour 9 douars (64% des prévisions). Les travaux pour 13 autres douars sont en cours avec un objectif d'atteindre un total de 22 douars au lieu des 14 prévus initialement. Le problème majeur réside dans le fait que les actions d'AEP sont mises en œuvre avec différents partenaires, (notamment les CR et les associations de bénéficiaires) qui n'honorent pas leurs engagements. La conséquence est qu'à ce jour, seuls les habitants de 3 douars sont reliés au réseau d'AEP. Si cette situation perdure, à la date d'achèvement du projet, ce dernier aura réalisé l'ensemble des travaux AEP prévus par les PTBA, mais finalement peu de réseaux AEP seront fonctionnels.

41. Aussi, dans le souci d'atteindre l'objectif fixé par le projet qui est l'adduction en eau potable pour la population de 14 douars, *la mission recommande à l'UGP de prendre en charge les travaux initialement à la charge des partenaires et qui ne sont pas coûteux selon les estimations faites par la direction du projet.*

42. Pour les formations et voyages d'études, aucune action n'a été menée en ce sens. Le PTBA 2014 prévoit de réaliser 13 sessions de formation et 2 voyages d'études sur les 10 prévus. *Sur ce point, la mission recommande à l'UGP de programmer le maximum de voyages d'étude pour renforcer les capacités des associations afin d'assurer l'entretien et la durabilité des installations.*

| Mesures convenues | Echéance | Responsables |
|--|----------------|-----------------|
| Composante II «Aménagements et infrastructures hydro-agricoles» | | |
| 1. Renforcer la sensibilisation des AUEA et usagers des réseaux d'irrigations sur la gestion et l'entretien | Juillet 2014 | UGP, SMOP, AUEA |
| 2. Augmenter les superficies d'amandier en bour vu leur rôle dans la CES | Novembre 2014 | UGP, SMOP |
| 3. Réaliser les études de suivi d'impact des CES | Novembre 2014 | UGP, SMOP |
| 4. Inclure dans les formations l'impact des ouvrages CES dans la protection de l'environnement | Octobre 2014 | UGP, SMOP |
| 5. Réaliser les formations des techniciens des CR pour le suivi et l'entretien des pistes | décembre 2014 | UGP, SMOP, CR |
| 6. Prendre en charge par le projet des travaux d'AEP initialement à charge des partenaires mais non encore honorés | juin 2014 | UGP, SMOP |
| 7. Réaliser les formations et voyages d'études des AUEP | Septembre 2014 | UGP, SMOP, AUEP |

Composante III: <Intensification et diversification agricole>

43. Pour cette composante, la performance du projet est jugée «**satisfaisante**» pour l'arboriculture, le safran et le développement sylvo-pastoral. Le projet devra surtout accélérer le rythme des formations et des démonstrations à la fois pour les agriculteurs et les éleveurs et pour le personnel du projet.

III.1. Sous-composante développement de la production végétale

44. Au niveau de cette sous-composante, les objectifs révisés à mi-parcours concernent: i) la plantation de 175 ha d'amandier en bour, 100 ha d'olivier, 300 ha de rosacées à pépins, 300 ha de rosacées à noyau et de 20 ha de safran; ii) des démonstrations à travers des parcelles pilotes (4 sites arboricoles et 3 safranières, 10 essais de maraîchage, 10 essais de cultures céréalières et légumineuses et 20 ha de goutte à goutte), du matériel technique (5 kits), iii) une unité pilote de concassage d'amandes pour la valorisation des produits; iv) 1 convention recherche/développement; v) des formations pour les agriculteurs (38 sessions), le personnel de la DPA (28 sessions), les CT (43 journées d'animation) et des voyages d'études (14 pour les agriculteurs et 26 pour les cadres et techniciens).

45. Par rapport aux objectifs révisés à mi-parcours, les taux cumulés des réalisations représentent 75% pour les distributions de plants et le safran, 19% pour les démonstrations, 77% pour les formations des agriculteurs, 28% pour les formations du personnel.

46. L'avancement de la sous-composante développement de la production est jugé **satisfaisant** pour le développement de l'arboriculture et du safran, mais non satisfaisant pour les activités de démonstration et de formation du personnel. Depuis mai 2013, les distributions de pommier, de cerisier et de prunier ont augmenté de 25%. Par contre, les démonstrations se sont limitées à la réalisation par les CT (jusqu'à fin 2012 avant l'avènement de l'ONCA), de 30% des essais de cultures annuelles (maraîchage, cultures céréalières et fourragères) et du safran prévus. Les parcelles d'essais arboricoles et l'unité de concassage d'amandes de démonstration ne sont toujours pas réalisées. L'OPA bénéficiaire de l'unité n'est toujours pas mise en place. La convention recherche/développement avec l'INRA n'a pas abouti en raison d'un désaccord sur l'orientation et le contenu des prestations à fournir.

47. Pour améliorer le niveau de réalisation de cette sous-composante à la fin du projet, la mission *recommande*: i) *d'identifier au plus vite les 213 ha restants pour les distributions des plants de pommier*; ii) *d'identifier les parcelles d'agriculteurs réceptifs pour l'introduction et la vulgarisation du safran*²; iii) *de prévoir un meilleur ciblage du contenu des formations pour les agriculteurs en relation avec leurs besoins réels et en complément des formations antérieures reçues*³; iv) *de faire aboutir l'appel d'offres pour la mise en œuvre des essais pilotes de démonstration*.

III.2. Sous-composante amélioration sylvopastorale et développement de l'élevage

48. Au titre de cette sous-composante, les objectifs révisés à mi-parcours portent sur: i) les travaux d'hydraulique pastorale; ii) l'amélioration des parcours collectifs et privés; iii) la réhabilitation des écosystèmes forestiers; iv) le renforcement de 4 groupements ANOC et la création en plus de 4 nouveaux, la généralisation de la distribution de bœufs au profit des groupements ANOC, la distribution de boucs et de ruches ainsi que de caprins laitiers et ovins pour l'élevage. De plus, sont prévues également des actions de prophylaxie des petits ruminants et de lutte contre la varroase des abeilles, un volet recherche-développement comprenant notamment, une étude sur les écosystèmes sylvo-pastoraux, une étude sur les systèmes d'élevage, des démonstrations de cultures fourragères et d'engraissement et un volet formation des cadres techniques et des éleveurs.

49. La mise en œuvre de cette sous-composante a connu des contraintes liées: i) au manque de ressources humaines; ii) à la non prise en compte des ressources sylvo-pastorales et des sites d'intervention qui n'ont pas été identifiés dans les PDD; iii) à la non finalisation de l'étude sur les écosystèmes sylvo-pastoraux; iv) aux difficultés du contexte foncier pour la délimitation des sites d'intervention; v) aux difficultés de mise en œuvre de certains partenariats au niveau sylvo-pastoral.

50. A date de la mission, les niveaux de réalisation sont variables. En matière d'hydraulique pastorale, les réalisations sont les suivantes: i) l'aménagement a concerné cinq points d'eau (71% des prévisions) mais devrait atteindre 114% à la fin du projet; ii) quatre points d'eau ont été créés (44% des prévisions) mais cette action devrait atteindre 100% selon les engagements finalisés à fin de 2014. Toutefois, *la mission recommande d'une part de régler la question des travaux qui sont à l'arrêt et de promouvoir/appuyer les organisations des usagers pour la gestion/entretien de ces points d'eau, notamment les citernes enterrées*.

51. Pour l'amélioration des parcours collectifs et privés, les résultats sont *comme suit*: i) trois mises en repos totalisant une superficie de 2'590 ha sur 10'000 ha prévus (soit 26%) ont été installées⁴ et deux (2) associations pour la gestion de ces mises en repos ont été mises en place; ii) 400 ha de plantations fourragères sur parcours collectifs et sur terres privées (plantations intercalaires) sont en cours et les marchés de 400 ha additionnels ont été lancés, sur un total de 1'000 ha prévus, ce qui, au terme du projet, donnerait un taux de réalisation de 80%. Les sites choisis présentent un potentiel de régénération important (richesse floristique et sol) et ce, malgré l'état actuel médiocre du couvert

² Dans un objectif double de valorisation, inclure à cet effet les périmètres irrigués ayant bénéficié d'actions PMH coûteuses pour un système de production céréalière; (voir recommandations PMH de la mission de supervision de mai 2013).

³ Exemple: formations de base sur les rosacées dans la CR d'Almis où l'introduction des espèces arboricoles par le projet est nouvelle, et sur olivier et grenadier dans la CR de Oulad Ali, dans les périmètres enclavés).

⁴ A Serghina et à Almiz Marmoucha

végétal. La délimitation a été faite de manière participative, incluant les autorités locales, les <Nouab⁵> des terres collectives, les ayants droit et les usagers.

52. Sur ce volet, *la mission recommande à l'UGP d'améliorer la signalétique des mises en repos pour les rendre plus visibles et plus durables, de renforcer les deux associations en place et de relancer le marché d'achat de l'orge de compensation pour les mises en repos délimitées. En outre, il y a lieu de clarifier dans les meilleurs délais avec les autorités locales, la situation des 1'600 ha proposés pour mise en repos par la fraction d'Enjil Ait Lahcen.*

53. De même, afin d'assurer de meilleures conditions pour la durabilité de l'exploitation ultérieure des plantations et des mises en repos, *la mission recommande de poursuivre les activités de formation des bénéficiaires, notamment à travers les voyages d'étude.*

54. Le volet relatif à la réhabilitation des écosystèmes forestiers n'a pas connu le développement attendu car: i) les DAO pour les travaux d'amélioration sylvo-pastorale (200ha) et de reboisement (100ha) ont été infructueux; ii) les plantations énergétiques n'ont pas été réalisées malgré la disponibilité de 30'000 plants d'Eucalyptus au niveau de la DPEF et; iii) l'acquisition des fours améliorés est toujours en attente d'un accord entre l'UGP et la DPEF⁶ sur la qualité du four et sa finalité (individuel ou collectif). Aussi, *la mission recommande à ce qu'un accord soit trouvé entre l'UGP et la DPEF afin de relancer les DAO et d'adopter la souplesse nécessaire à la réalisation des plantations énergétiques, notamment en diversifiant le matériel végétal (prévoir, en plus des Eucalyptus, d'autres espèces telles que le peuplier, l'Atriplex et le chêne vert) pour encourager l'adhésion des bénéficiaires.*

55. Pour l'élevage, les niveaux de réalisation sont **satisfaisants**: i) sur 1200 ruches prévues, 509 ont été distribuées et un marché de 550 ruches est en cours, ce qui à terme, donnera un taux de réalisation de 98%; ii) sur les 8 groupements ANOC prévus à mi-parcours (au lieu de 4 initialement), 4 sont créés et les conventions ont été signées pour la création des quatre groupements additionnels. Lors des entretiens avec les présidents de groupements (à Serghina et Enjil), la mission a noté que les effets sur la conduite des troupeaux commencent déjà à être perçus (recherche de performance par rapport à l'effectif, effets de la formation sur la conduite alimentaire et de reproduction, effets perceptibles sur les prix des animaux). Pour les géniteurs ovins et caprins, 40 boucs (100%) et 205 béliers sur 360 (60%) ont été distribués et un marché est lancé pour l'acquisition de 152 autres béliers qui portera le taux de réalisation à 99%. Pour les éleveurs, les modalités de distribution sont satisfaisantes (tirage au sort) et les effets sont appréciables (amélioration des performances et des prix sur le marché).

56. Les actions de prophylaxie pour les petits ruminants⁷ ont été menées pour la vaccination anti-entérototoxicité et le déparasitage en 2009 et 2010. Toutefois, les changements survenus après la restructuration du MAPM (création ONSSA) n'ont pas permis de réaliser des campagnes d'envergure de ce type au cours des années suivantes. En vue de pallier cette contrainte, la dernière mission de supervision de mai 2013 avait recommandé d'intégrer les actions de santé animale dans les conventions avec l'ANOC. Ceci est pris en compte et pour l'année 2014, des crédits sont programmés pour l'achat de produits vétérinaires et le paiement des honoraires de vétérinaires privés pour appuyer l'ONSSA et le projet dans la mise en œuvre des actions de prophylaxie.

57. Les résultats de la recherche-développement sont mitigés. En effet, sur les deux études prévues, une seule a été finalisée (caractérisation des systèmes d'élevage), alors que celle relative aux écosystèmes sylvo-pastoraux a accumulé des retards importants (2 rapports remis sur les 8 prévus). Ceci a privé l'équipe du projet d'informations utiles pour l'identification des sites d'installation des actions d'amélioration sylvo-pastorale. *La mission recommande à l'UGP d'établir avec le BET un calendrier pour finaliser l'étude relative aux écosystèmes sylvo-pastoraux au plus tard fin juillet 2014.*

⁵ Représentants.

⁶ Direction provinciale des Eaux et forêts

⁷ Respectivement près de 690'000 et 430'000 têtes

58. La formation des bénéficiaires pour cette sous-composante a concerné la conduite des troupeaux, l'apiculture ainsi que l'amélioration et la gestion des parcours. Au total, 15 sessions ont été organisées (sur les 12 prévues, soit 125%) entre 2012 et 2013. Au vu de ces résultats, la mission *recommande de programmer des voyages d'étude vers des zones ayant connu des actions d'amélioration sylvo-pastorale* (Errachidia, Khouribga, Taourirt-Tafoughalt) en vue de renforcer les capacités des associations de gestion des mises en repos et de plantations d'arbustes fourragers.

| Mesures convenues | Echéance | Responsables |
|--|---------------|--------------|
| Composante III «Intensification et diversification de la production agricole» | | |
| 1. Etablir les listes des bénéficiaires pour les distributions de plants de pommier et de bulbes de safran | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 2. Lancer le marché pour la mise en œuvre des parcelles et essais de démonstration agricoles | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 3. Identifier l'OPA bénéficiaire et lancer le marché pour l'acquisition de la concasseuse d'amande de démonstration | Juillet 2014 | UGP, SVA |
| 4. Appuyer les organisations pour la gestion/entretien de ces points d'eau, notamment les citernes enterrées | Décembre 2014 | UGP, SMOP |
| 5. Améliorer la signalétique des mises en repos pour les rendre plus visibles et plus durables | Octobre 2014 | UGP, SVA |
| 6. Clarifier avec les autorités locales la situation des 1600 ha proposés par la fraction d'Enjil Ait Lahcen | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 7. Renforcer les deux associations de gestion des mises en repos | Continu | UGP, SVA |
| 8. Relancer le marché d'achat de l'orge de compensation pour les mises en repos délimitées | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 9. Poursuivre les activités de formation des bénéficiaires, notamment à travers les voyages d'étude | Décembre 2014 | UGP, SVA |
| 10. Relancer les DAO pour les plantations sylvo-pastorales et le reboisement | Avril 2014 | UGP, DPEF |
| 11. Tenir des concertations entre l'UGP et DPEF pour les plantations énergétiques, en diversifiant le matériel végétal | Avril 2014 | UGP, DPEF |
| 12. Etablir avec le BET un calendrier en vue de finaliser l'étude relative aux écosystèmes pastoraux | Juillet 2014 | UGP, SVA |
| 13. Recruter une expertise pour solutionner les mortalités dans les ruches | Juin 2014 | UGP, SVA |

Composante IV: <Appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise>

59. Le degré de mise en œuvre de cette composante est jugé « **non satisfaisant** ». Le partenariat avec une association de microcrédit chargé de la mise en œuvre de cette composante tel que prévu initialement, n'a pas abouti. Sur l'ensemble des activités prévues, seules l'étude des filières et un diagnostic (peu fiable) fourni par un bureau d'études sur les AGR/micro-entreprises ont été réalisés.

60. Cependant, grâce aux efforts déployés par les CT, le projet a pu réaliser 29 AGR (apiculture et ovins) et la revue à mi-parcours, avait recommandé d'allouer les ressources financières disponibles à l'identification de nouvelles AGR avec des études de faisabilité, le financement de leurs frais de premier établissement et leur accompagnement à travers un bureau d'études.

61. La mission a suggéré à la DPA d'engager un partenariat avec l'association «Al Hadaf» qui est également en charge de la promotion des AGR et qui travaille également dans ce sens sur des projets financés par d'autres bailleurs. Cette association qui a déjà identifié et constitué une quinzaine de coopératives, possède le savoir-faire et l'expertise nécessaires et cela constitue un gage de pérennité pour le suivi et l'accompagnement ultérieur des coopératives. L'association a accepté d'apporter un appui en ce sens au projet. De même, la DPA pourra prospecter les possibilités qu'ouvre l'INDH, qui finance également des AGR, pour envisager des cofinancements dans ce sens. Aussi, la mission préconise de constituer une commission pour évaluer les capacités de ces coopératives à gérer de telles activités et évaluer leurs besoins en financement. La commission procèdera de même pour l'identification d'autres coopératives potentiellement éligibles. Une fois cette étape franchie, le projet financera leurs besoins d'investissements.

62. *Pour cela, la mission recommande: i) de tenir le plus tôt possible une réunion avec l'association « Al Hadaf » et les structures provinciales de l'INDH pour établir les modalités de cette collaboration; ii) de tenir une réunion avec l'agence SFDA pour le financement de certaines AGR et, d'une manière générale, pour le financement des besoins en crédits d'investissement et de campagne des*

bénéficiaires du projet; iii) d'exiger parallèlement du bureau d'études de corriger son diagnostic et d'identifier, dans un délai acceptable, les AGR à financer.

| Mesures convenues | Echéance | Responsables |
|---|------------|--------------|
| Composante IV «Appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise» | | |
| 1. Tenir une réunion avec l'association « Al Hadaf » et les structures provinciales de l'INDH pour établir les modalités de collaboration | Mai 2014 | DP |
| 2. Tenir une réunion avec l'agence SFDA pour le financement de certaines AGR et des besoins des bénéficiaires du projet | Avril 2014 | DP |
| 3. Exiger parallèlement du bureau d'études de corriger son diagnostic et d'identifier, les AGR à financer | Mai 2014 | UGP |

D. Avancement de l'exécution du projet

63. Globalement, le taux d'exécution de 83% du PTBA 2013 est jugé **satisfaisant**. On notera cependant que depuis 2012, avec l'appui de l'opérateur partenaire, les résultats du projet sont en nette progression.

Gestion administrative et financière.

64. Système de gestion intégrée des dépenses (GID). Le système de gestion des projets est intégré dans la comptabilité publique du pays, à travers un logiciel performant intitulé « Gestion Intégrée des Dépenses (GID) ». Le projet est exécuté par la Direction Provinciale de l'Agriculture (DPA) de Missour. Le contrôle interne est mis en place au sein du MAPM et du Ministère de l'Economie et des Finances. Le contrôle externe est assuré par l'Inspection Générale des Finances. Comme pour les autres projets FIDA, le système GID ne permet pas de générer automatiquement les états financiers (Ressources/Emplois par catégorie ou par composante, sous-composante, activité du projet, catégorie de dépenses selon l'accord de prêt Gouvernement Marocain/FIDA)

65. Toutefois, la gestion administrative et financière du PDRMO est en nette amélioration. L'UGP appuyée par les services de la DPA et l'AT fournie par l'opérateur affiche de bonnes performances en 2012 et 2013. L'UGP a été renforcé également en 2013 par un ingénieur et un technicien. Les recommandations de la mission de revue à mi-parcours d'août 2012 et de supervision de mai 2013 sont mises en œuvre et suivies. Un suivi rapproché se fait également par la DRA de tutelle.

66. L'AT fourni par l'opérateur partenaire CID se compose de 3 ingénieurs (1 chef d'équipe, 1 R/SE et 1 GR), 7 techniciens (production animale, végétale et GR) et 1 aide comptable. Les évaluations du personnel de l'UGP et de l'opérateur partenaire se font chaque année. La performance de l'AT est « satisfaisante » et les résultats sont visibles sur le terrain. Les contrats des membres de l'AT se terminent en fin décembre 2014 à l'exception de celui du responsable du suivi/évaluation (RSE) qui expire fin mars 2014.

67. Aussi, la mission recommande la **prolongation du contrat du RSE jusqu'à fin juin 2015** conformément aux dispositions en vigueur afin: i) de poursuivre le travail de collecte, de traitement et d'analyse des données, ii) de préparer et suivre les travaux relatifs à l'étude des effets et impacts prévue au terme du projet; iii) d'appuyer l'organisation de l'atelier des prenantes d'auto-évaluation des résultats et impacts du projet et; iv) d'appuyer la direction du projet dans la finalisation du rapport d'achèvement du projet dans les délais convenus, conformément à l'accord de prêt entre le Gouvernement et le FIDA.

68. Au niveau de l'exécution financière du projet, les dépenses de 2013 transmises au FIDA ont été remboursées. Des améliorations sont constatées mais des efforts importants sont encore attendus pour améliorer la célérité des transferts des DRF au FIDA. Le service comptable de l'UGP devra également s'assurer que toutes les pièces justificatives relatives sont disponibles pour éviter les rejets et par voie de conséquence des retards dans les remboursements.

69. Sur ce point, *la mission recommande à l'UGP d'engager les formations pour améliorer les performances du personnel comptable.*

Suivi-évaluation

70. L'appréciation pour l'exécution de ce volet est jugée encore « **non satisfaisante** ». Le projet ne dispose pas d'un système de suivi-évaluation avec logiciel adapté pouvant générer des évaluations pour l'ensemble des indicateurs y compris les indicateurs SYGRI. L'introduction d'un système établi par le FIDA n'a pas abouti, en raison d'insuffisance de formation et de problèmes ultérieurs dans son adaptation au projet. Actuellement, les tableaux de suivi des réalisations physiques et financières par composante sont mis à jour périodiquement sur des fichiers Excel. Mis à part les indicateurs de réalisation physiques, les indicateurs d'effet établis pour chaque composante à la conception du projet, ne sont pas évalués. La collecte des données nécessaires, qui devait se faire par voie d'enquêtes annuelles auprès d'un échantillon d'agriculteurs, n'est pas réalisée. Les indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau sont disponibles et ceux de 2^{ème} niveau n'ont pas été établis. Le SIG relatif à la géolocalisation des activités du projet est prévu en 2014.

71. En vue de l'achèvement du projet prévu pour fin mars 2015, *la mission recommande à l'UGP de lancer l'étude relative aux effets et impacts du projet. Le DAO devra préciser tous les indicateurs notamment ceux relatifs au ciblage selon le genre et d'impact sur les bénéficiaires et l'environnement. Pour cela, l'UGP devra s'inspirer de l'expérience menée en ce sens par le projet de développement rural des zones montagneuses de la province d'Al Haouz.*

Partenariat

72. En matière de partenariat, la mise en œuvre est jugée **satisfaisante**. Les partenariats prévus ont dans l'ensemble, bien fonctionné. On peut citer entre autres: i) le partenariat avec les ONG d'alphabétisation; ii) avec la DREFLCD pour les activités de CES et ce grâce à l'esprit de collaboration et de coordination qui règne au niveau provincial et au niveau régional; iii) les conventions avec l'ANOC qui sont honorées avec des taux de réalisation satisfaisants. D'autres conventions de partenariat pour la gestion des périmètres de PMH et des systèmes d'AEP, l'entretien des plantations et la gestion des AGR et micro-entreprises sont en cours d'élaboration. Les CR se sont engagées pour l'entretien des pistes et des conventions sont en cours d'établissement. La mission a noté que des CR ont affiché leur disponibilité à assurer l'entretien selon les moyens mis à leur disposition.

73. Bien que n'étant pas prévu, une convention a été établie avec le projet de gestion intégrée des forêts du Moyen Atlas au niveau de la CR de Skoura qui intervient dans le domaine forestier et la DPA dans les périmètres irrigués. Ce partenariat fonctionne convenablement. De même, une convention multipartite (regroupant 9 partenaires) en matière de valorisation des produits d'élevage ovin a été établie au cours de la période 2011-2013.

74. Toutefois, il faut signaler que d'autres partenariats n'ont pas bien fonctionné ou n'ont pas abouti comme c'est le cas pour l'alimentation en eau potable avec les CR, avec l'INRA, qui n'a pas voulu s'engager sur un certain nombre d'activités de recherche-développement proposées par la DP et avec l'ONEP dans la mesure où il a été convenu avec l'ONEP de limiter l'intervention du projet aux zones dans lesquelles il n'intervient pas.

75. Une convention de partenariat devra être engagée en 2014, avec l'Association Al Hadaf et l'INDH en matière d'appui à la création de micro-entreprises autour d'activités génératrices de revenus.

E. Aspects fiduciaires

76. **Coût total du projet.** Le coût total du projet est estimé à 34,4 millions d'USD.

77. **Financement.** Les coûts du projet sont financés par un prêt du FIDA d'environ 16,2 millions d'USD, représentant 47,1% du coût total. La contribution du gouvernement s'élève à 17 millions d'USD (49,3%). La contribution des bénéficiaires est d'environ 1,2 million d'USD (3,6%).

78. **Décaissements par bailleurs.** Sur le plan financier, à fin février 2014, les taux de décaissement sont comme suit: 46% sur le prêt FIDA; 38% sur le prêt OFID; 37% pour la contribution du gouvernement et 23% pour la contribution des bénéficiaires. Ces taux sont encore faibles et jugés **non satisfaisants** compte tenu de la durée restante pour l'achèvement du projet (12 mois). Toutefois, au vu des contrats signés et en cours de mise en œuvre, les décaissements sur les fonds OFID devraient atteindre 95% à fin 2014 et le taux de décaissement sur le prêt FIDA devrait connaître une amélioration substantielle pour atteindre au moins 70%, si des efforts importants sont faits. *Pour améliorer ce taux des décaissements, la mission recommande à l'UGP d'accélérer le rythme des réalisations des activités en 2014, notamment celles liées au renforcement des capacités, à la promotion de la micro-entreprise, aux démonstrations et aux activités d'aménagement sylvo-pastoral restantes.*

79. **Décaissements sur le prêt FIDA.** A fin février 2014, les décaissements réels en DTS sont de 46% sur le prêt 685-MA. L'avance initiale de 845.433,70 DTS (équivalents à 10 millions MAD) faite en avril 2008 a été récupérée en totalité par le FIDA en novembre 2013. Les dépenses (jan/fév.2014) en attente de transmission au FIDA sont estimées à l'équivalent de 115'000 USD (env. 75'000 DTS).

80. **Décaissements par catégorie.** Les taux de décaissement par catégorie de dépenses⁸ conformément à l'annexe 2 de l'accord de prêt sont de: 34% sur la catégorie I (P. Services); 49% pour la Cat. II (Aménagement HA); 44% pour la Cat. III (formation, AT) et 23% pour la Cat. IV (Equip/matériels) et 0% pour les catégories V (véhicules) et VI (non alloué). Il faut cependant noter que 1,12 million DTS sur le non alloué et 230'000 DTS sur la catégorie véhicule ne seront pas utilisés, car pour cette dernière catégorie, le MAPM a pris en charge l'affectation de nouveaux véhicules et pour le non alloué, les fonds sont suffisamment disponibles sur les autres catégories et il y a une **grande part d'efficience de l'UGP** dans les coûts des réalisations.

81. **Décaissements par composante.** L'analyse des dépenses⁹ totales par composante, laisse apparaître les taux de décaissements (tous bailleurs confondus) suivants: Composante I (28%); Composante II (47%); Composante III (18%); Composante IV (3%) et Composante V (125%). La mission a noté que le taux élevé au niveau de la composante V est dû au fait que les montants relatifs à l'AT inscrits au niveau des composantes ont été imputés sur la composante coordination et gestion.

82. **PTBA.** Le PTBA 2014 a été approuvé par le FIDA. En matière de consolidation des PTBA, les différents niveaux d'exécution par année et en % sont respectivement comme suit: (en MAD: Source UGP, au 31/12/2013)

| en % | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Engagement/Prévu | 99% | 91% | 98% | 96% | 99% | 98% | 98% |
| Réalisé/Engagement | 26% | 41% | 32% | 39% | 32% | 58% | 83% |

83. On notera que les taux d'exécution des PTBA de 2007 à 2012 sont en dessous de l'indicateur d'exécution des PTBA des Projets FIDA (75 %) mais en nette amélioration pour celui de 2013 (83%). Cette amélioration a en fait démarré en 2012 même si le taux de cette dernière est inférieur à la norme requise.

84. **Etats Certifiés des Dépenses.** La revue au niveau des états certifiés de dépenses par la mission confirme la bonne tenue de ces dernières. Les justificatifs sont disponibles.

85. **Contrepartie du Gouvernement.** Le financement de la contrepartie du Gouvernement est de 37%. *La mission a noté qu'avec les contrats en cours, des améliorations sont attendues fin 2014. Toutefois, l'UGP devra mettre à jour le niveau de contribution en ce qui concerne la part des droits et*

⁸ Source IFAD mars 2104

⁹ Source UGP, mars 2014

taxes et les contributions en nature apportées par la partie nationale notamment, l'affectation du personnel supplémentaire, les véhicules et autres charges de fonctionnement non-inscrits initialement au titre de la contrepartie.

86. **Contribution des Bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires s'élève actuellement à 282'000 USD soit 23% du montant prévu (1,221 million USD). Ce montant ne reflète pas la réalité car certaines contributions en nature dispensées localement ou en temps de travail, ne sont pas comptabilisées. *La mission recommande à l'UGP d'améliorer la documentation des contreparties en nature et leurs comptabilisations de façon à apprécier la contribution réelle des bénéficiaires.*

87. **Dispositions de l'accord de prêt.** Les dispositions de l'Accord de Prêt sont respectées. Les rapports techniques et financiers sont transmis au FIDA dans les délais convenus.

88. **Passation des marchés.** En 2013, L'UGP a signé 62 marchés (pour un montant total de 58 millions de MAD, équivalent à 7,1 millions USD) en cours d'exécution. La mission a passé en revue certains marchés/contrats et a constaté une bonne appropriation par le personnel du Projet en charge de la passation des marchés. La qualité des dossiers passés en revue est acceptable. Le système de passation des marchés est fonctionnel, les données sont disponibles et dans les délais. Le constat général révèle également une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. Il faut noter à ce niveau un respect des activités prévues et autorisées dans le plan de passation des marchés même si des améliorations sont toujours indispensables.

89. Gestion des contrats Les paiements effectués sont en conformité avec l'état d'avancement physique et financier et sont conformes aux modalités de paiements stipulées dans les contrats.

90. Registre des contrats. La mission a constaté que le registre des contrats est conforme et bien tenu. Toutefois, sa mise à jour régulière est doit se faire par l'introduction de l'ensemble des informations requises pour chaque marché validé et signé. Il faut continuer à utiliser le modèle de registre de contrat figurant dans la lettre à l'Emprunteur d'autant que le logiciel actuel du projet est incomplet en ce sens.

91. Archivage. L'archivage des dossiers est bien fait et leur accessibilité se fait dans les délais.

92. **Audits des comptes.** Le suivi des recommandations des rapports d'audits est fait. Le degré de mise en œuvre de l'audit de 2012 sera donné dans le rapport final. Les états financiers pour l'exercice 2013 sont en préparation pour leur transmission au FIDA. L'audit des comptes du Projet pour l'exercice 2013 par le Ministère des Finances est prévu en Mai 2014. *La mission rappelle à l'UGP que le rapport d'audit des comptes des prêts devra parvenir au FIDA au plus tard le 30 juin 2014.*

| Mesures convenues | Echéance | Responsables |
|--|---------------|--------------|
| Aspects fiduciaires | | |
| 1. Améliorer le taux de décaissement en accélérant le rythme des réalisations sur le terrain | Décembre 2014 | UGP |
| 2. Mettre à jour le niveau de contribution des droits et taxes et contributions en nature du Gouvernement (véhicules, etc.) | Décembre 2014 | UGP |
| 3. Améliorer la documentation pour apprécier la contribution réelle des bénéficiaires (comptabilisation contreparties en nature) | Décembre 2014 | UGP |

F. Durabilité

93. Les associations et les structures techniques et administratives locales restent un gage important de durabilité pour les infrastructures et ouvrages réalisés par le projet. Si actuellement, les fonds pour le suivi et l'entretien sont insuffisants au niveau de ces structures, leur renforcement est indispensable. Aussi, le projet devra accélérer en 2014, les modules de formation prévus en ce sens d'autant que, des conventions de partenariat ont été signées avec certaines communes.

94. Pour les actions de développement de l'élevage, grâce aux groupements ANOC, la durabilité technique, financière et institutionnelle est engagée. De plus, le centre d'engraissement qui vient

d'être construit à Enjil dans le cadre du PMV et dont l'ANOC va assurer la gestion en tant qu'agréateur, ajoute une dimension supplémentaire à cette durabilité.

95. La durabilité dans le volet apiculture dépend de la maîtrise dans la conduite, notamment sanitaire ainsi que, de l'accompagnement et du renforcement des coopératives apicoles, en particulier à travers l'appui pour la valorisation et la commercialisation. Il faut renforcer ces aspects durant l'année en cours.

96. En ce qui concerne les mises en repos et les plantations sur parcours collectifs, l'élément clé de la durabilité réside, dans l'accompagnement et le renforcement des associations en charge de ces réalisations. L'accompagnement des structures créées par le projet ainsi que la dissémination éventuelle à plus grande échelle nécessite le renforcement des ressources humaines, notamment par l'affectation d'un zootechnicien et un pastoraliste au niveau de la DPA.

G. Autres aspects

97. **Ciblage/Genre.** Selon les statistiques concernant la zone dans lesquelles les activités du projet ont été réalisées et les constats faits par la mission sur plusieurs sites, les bénéficiaires répondent aux critères de ciblage établis à la conception du projet. D'une part, la zone du projet est constituée essentiellement de très petites exploitations de moins de 2 ha (80%) et d'autre part, le ciblage est bien respecté pour toutes les actions réalisées dans le cadre du projet. Le ciblage des femmes est satisfaisant dans la mesure où, l'ensemble des réalisations du projet ciblent les ménages et donc les femmes, pour lesquelles des programmes spécifiques ont été dédiés (alphabétisation, création d'AGR). Pour cela, on peut dire que le ciblage est satisfaisant.

98. **Innovations/Capitalisation/Démultiplication.** Bien que la mise en repos existe traditionnellement dans la zone (Agdal), cette pratique capitalise sur les impacts économiques et environnementaux positifs enregistrés dans plusieurs projets FIDA (PDRT, PDRTT, PDPEO I et II). L'utilisation des plantations intercalaires capitalise également sur des expériences antérieures, notamment dans le cadre du projet PDRTT. Les impacts positifs incluent la dimension économique (gain de fourrage à coût réduit, gain de rendement de la céréale grâce aux travaux du sol permettant une meilleure infiltration de l'eau) ainsi que la dimension environnementale (conservation des eaux et du sol, fixation de carbone, biodiversité).

99. Dans le cas particulier de la zone d'intervention, de nombreuses activités introduites par le projet sont considérées comme novatrices tel que: i) la planification territoriale participative par l'élaboration des PDD, ii) la diversification des systèmes de culture (safran, amandier en bour, cultures maraîchères, etc.), irrigation goutte-à-goutte; iii) l'introduction d'une apiculture moderne; iv) l'introduction de la plantation d'atriplex, etc.

100. Pour cela, on peut dire que le projet a été réellement novateur. *Aussi, la mission recommande à l'UGP d'établir des fiches pour chacune des innovations afin d'en assurer une large diffusion.*

| Mesures convenues | Echéance | Responsables |
|--|---------------|--------------|
| Autres aspects | | |
| 1. Compléter les listes et catégories des bénéficiaires déclinées par genre | Décembre 2014 | UGP |
| 2. Etablir des fiches pour chacune des innovations du projet afin d'en assurer une large diffusion | Décembre 2014 | UGP |

H. Conclusion

101. De l'avis même des tous intervenants, les appuis apportés par le Projet ont renforcé la synergie et la complémentarité sur le terrain. Il s'agit maintenant de poursuivre cette dynamique dans le cadre des processus initiés par le Plan Maroc Vert et l'INDH pour améliorer les besoins des populations rurales les plus démunies.

102. En raison de son aspect novateur pour la région, des difficultés inhérentes liées à la structuration des communautés rurales cibles et afin de rendre durables les actions du projet, il est

par conséquent recommandé de prendre les mesures nécessaires pour résorber le plus rapidement possible ces retards et accélérer la cadence de mise en œuvre du projet (selon les échéances indiqués dans ce rapport), notamment:

- Engager rapidement les marchés de formation des bénéficiaires prévus pour 2014 en privilégiant la gestion des associations et coopératives;
- Prévoir des formations pour les cadres et techniciens, y compris ceux relevant des institutions partenaires du projet, par des sessions plus courtes et l'acquisition de matériel didactique;
- Engager le programme de sensibilisation des associations, coopératives et CR sur la maintenance des ouvrages de PMH, pistes, AEP et CES, pour assurer leur durabilité;
- Renforcer la sensibilisation des AUEA et des usagers des réseaux d'irrigation pour améliorer l'entretien et le fonctionnement des ouvrages;
- de tenir une réunion avec l'agence SFDA pour le financement de certaines AGR et, d'une manière générale, pour le financement des besoins en crédits d'investissement et de campagne des bénéficiaires du projet;
- Réaliser les études de suivi d'impact des travaux de CES restantes au vu de leur importance pour mesurer et apprécier les effets sur l'environnement;
- Mettre l'accent, lors des formations prévues en 2014, sur la conservation des sols dans la protection de l'environnement et les conséquences positives sur les changements climatiques;
- Poursuivre le travail de collecte, de traitement et d'analyse des données;
- Appuyer l'organisation de l'atelier des parties prenantes pour l'auto-évaluation des résultats et impacts du projet.

103. Compte tenu des échéances du PDRMO, nous estimons qu'il est très peu probable que le reliquat de 8,2 millions de DTS pourrait être décaissé avant fin mars 2015. Ainsi, nous vous invitons à considérer l'annulation d'une partie du prêt FIDA et nous communiquer la décision dès que possible, de préférence avant la fin du mois de juin 2014.

104. Pour un désengagement réussi du projet, l'UGP devra également engager dès le mois de septembre 2014, l'enquête sur les effets et impacts du projet et **rendre disponible au plus tard fin mars 2015, le rapport d'achèvement des activités du projet.**

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

A. Faits essentiels

| | | | | | | |
|-------------------------------------|---|---------------------------|-------------------|---|---------------------------|------------------------|
| Pays | Maroc | | No. du projet | 1338 | No. du prêt | 685-MA |
| Projet | Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO) | | | | Prêt/don suppl. | |
| Date de mise à jour: | 31 mars 2014 | Dernière supervision | 2 au 15 mars 2014 | | Conditions de financement | |
| Inst. Responsable de la supervision | IFAD/FIDA | Nbre de supervisions | 6 | Dernière mission/Avancement de l'exécution/suivi 28/4/ au 19/5/2013 | | |
| | | | | Millions USD | | % Taux de décaissement |
| Approbation | 13/12/2005 | | | Coût total | 44.21 | |
| Accord | 14/02/2006 | Délai d'entrée en vigueur | 15.7 mois | FIDA Total | 16.21 | |
| Entrée en vigueur | 28/03/2007 | | | Prêt du FIDA | 16.21 | 46 |
| Premier décaissement | 15/04/2008 | Dernier audit | 31/05/2013 | Don DSF | | |
| Examen à mi-parcours | 04/08/2012 | | | Don FIDA | | |
| Achèvement initial | 31/03/2015 | | | Financement national total | 18.19 | |
| Achèvement | 31/03/2015 | | | Bénéficiaires | 1.22 | 23 |
| Clôture | 30/09/2015 | | | Gouvernement (National) | 16.97 | 37 |
| Nbre de prolongations | 0 | | | Cofinancement total externe | 9.81 | |
| | | | | OFID | 9.81 | 38 |

B. Notes concernant l'exécution du projet

| B.1 Aspects fiduciaires | Précédente | Actuelle | B.2 État d'avancement de l'exécution du projet | Précédente | Actuelle |
|---|------------|----------|---|------------|----------|
| Qualité de la gestion financière | 4 | 4 | Qualité de la gestion du projet | 4 | 4 |
| Acceptabilité du taux de décaissement | 2 | 3 | Exécution du S&E | 3 | 3 |
| Financement de contrepartie | 4 | 4 | Cohérence entre le PTBA et l'exécution | 5 | 5 |
| Conformité à l'accord de prêt | 4 | 4 | Prise en compte de la problématique hommes-femmes | 4 | 5 |
| Conformité aux règles de passation des marchés | 5 | 5 | Lutte contre la pauvreté | 4 | 4 |
| Qualité et ponctualité des audits | 4 | 4 | Efficacité de l'approche de ciblage | 4 | 4 |
| | | | Innovation et apprentissage | 4 | 4 |
| | | | Prise en charge du climat et environnement | nd | 4 |
| B.3 Produits et réalisations | Précédente | Actuelle | B.4 Durabilité | Précédente | Actuelle |
| Coordination et gestion du projet | 4 | 4 | Renforcement des institutions (organisations, etc.) | 3 | 4 |
| Appui services financiers proximité & microentreprise | 2 | 2 | Autonomisation | 3 | 4 |
| Intensification/diversification de la production agricole | 3 | 4 | Qualité de la participation des bénéficiaires | 3 | 4 |
| Aménagements et infrastructures socio-économiques | 5 | 5 | Adaptabilité des prestataires de services | 5 | 5 |
| Renforcement des capacités locales | 4 | 4 | Stratégie de retrait (préparation et qualité)- | 3 | 3 |
| | | | Possibilité de réplcation à plus grande échelle | 4 | 4 |

B.5 Justification des notes

L'exécution du projet a connu une avancée importante en 2013 au niveau des réalisations tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Les infrastructures et aménagements hydro-agricoles sont de bonne qualité, grâce au travail participatif mené par le projet en direction des bénéficiaires et à la forte synergie et complémentarité développées avec les institutions locales. Le volet élevage a donné de bons résultats. Les activités liées au renforcement des capacités, services financiers de proximité et production agricole sont encore insuffisants et doivent s'intensifier en 2014. Le ciblage et l'équité sont relativement bien respectés. L'UGP est pleinement opérationnelle et la performance de l'opérateur partenaire est satisfaisante. La gestion du projet s'est améliorée mais le volet S&E est jugé encore « non satisfaisant ». Le projet ne dispose pas d'un système de suivi-évaluation avec logiciel adapté pouvant générer des évaluations pour l'ensemble des indicateurs y compris les indicateurs SYGRI. La passation des marchés est conforme aux procédures. Le taux de décaissement est jugé non « non satisfaisant » même si des efforts ont été notés durant 2013. Des effets positifs sont notés sur l'environnement grâce aux activités de conservation des eaux et des sols et d'amélioration des parcours réalisées par le projet. L'opération pilote sur le safran a donné de bons résultats et des répliques dans la zone sont programmées en 2014. Toutes les dispositions de l'accord de prêt ont été mises en œuvre. Les recommandations des missions supervisions et d'audits du projet sont suivies et mises en œuvre par l'UGP.

| Évaluation globale et profil de risque | | Précédente | Actuelle |
|--|---|------------|----------|
| C.1 | Actifs physiques/financiers | 4 | 4 |
| C.2 | Sécurité alimentaire | 4 | 4 |
| C.3 | Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique | Nd | 4 |
| C.4 | Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2) | 4 | 4 |

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Globalement, sur le plan de l'exécution des réalisations physiques, la performance du projet est jugée « satisfaisante » et les objectifs sont en passe d'être atteints d'ici fin 2014 pour au moins trois composantes techniques sur quatre. Sur le plan financier, la performance est jugée non satisfaisante, compte tenu de la durée restante pour l'achèvement du projet (12 mois). Mais, au vu des contrats signés et en cours de mise en œuvre, les décaissements sur les fonds OFID devraient atteindre 95% à fin 2014 et le taux de décaissement sur le prêt FIDA devrait connaître une amélioration substantielle et atteindre au moins un taux de 65%. Des efforts importants sont attendus en 2014, notamment sur les activités liées au renforcement des capacités, à la promotion de la micro-entreprise, aux démonstrations et activités d'aménagement sylvopastoral.

| | | |
|---|----------|----------|
| C.5. Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4) | 4 | 4 |
|---|----------|----------|

Justification des notes sur les objectifs de développement

La probabilité de réalisation des objectifs du projet s'est améliorée, principalement pour ce qui concerne les conditions de vie des populations (désenclavement, accès aux marchés, disponibilité en eau, etc.), vu les améliorations enregistrées avec la réalisation des infrastructures socio-économiques. Le volet élevage a atteint les objectifs fixés (apiculture, groupements ANOC, prophylaxie, amélioration des parcours, mises en repos, etc. Grace à la démarche participative menée dans le cadre des PDD, l'engagement des bénéficiaires et des autres partenaires sur le terrain est total. Les réalisations attendues en 2014 pour tout ce qui concerne le renforcement des capacités, l'amélioration de la productivité et des revenus, vont renforcer l'autonomisation des coopératives et permettront d'améliorer l'atteinte des objectifs du projet.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

| | |
|--|--|
| Aspects aires | Le risque le plus important réside dans la lenteur des décaissements au vu de la date d'achèvement du projet prévue pour fin mars 2015. Même si des améliorations importantes sont enregistrées en 2013, le volume des dépenses prévues pour 2014 est important (10 millions USD) et des risques exogènes au projet (climatiques ou autres) peuvent affecter l'exécution de certaines activités sur le terrain. Cela aura un effet négatif sur le taux de décaissement du prêt FIDA et affectera l'atteinte des objectifs. |
| Avancement de l'exécution du projet | Depuis 2012, avec l'appui de l'opérateur partenaire, les résultats du projet sont en nette progression. L'AT sera disponible jusqu'à fin décembre 2014 et le risque sur l'avancement de l'exécution sera réduit si les efforts attendus en 2014 sont faits, notamment au niveau du renforcement des capacités, production agricole et services financiers de proximité. |
| Produits et réalisations | Le risque le plus important pour le projet réside dans l'atteinte des objectifs liés au renforcement des capacités pour améliorer la gestion des associations et, la mise en œuvre des AGR pour augmenter les revenus des bénéficiaires notamment les femmes. |
| Durabilité | Le risque qui peut compromettre la durabilité des infrastructures et ouvrages réalisés réside dans l'insuffisance de l'encadrement de proximité et le retard dans la formation des associations et des cadres techniques du personnel. |

| Question/problème | Mesure Recommandée | État de calendrier | État d'avancement |
|---|--|--------------------|---|
| Composante I «Renforcement des capacités» | Engager rapidement les marchés de formation des bénéficiaires prévus pour 2014 en privilégiant la gestion des associations et coopératives | Juin 2014 | Les taux de réalisation sont faibles, signer de nouvelles conventions et accélérer le rythme de réalisation sur le terrain. |
| Composante II «Aménagements et infrastructures hydro-agricoles» | Renforcer la sensibilisation des AUEA et des usagers des réseaux d'irrigations sur la gestion et l'entretien | Juillet 2014 | 43 AUEA sur 56 ont été constituées et formées, poursuivre leur sensibilisation sur la gestion et l'entretien pour la durabilité des ouvrages. |
| Composante III «Intensification et diversification de la production agricole» | Lancer le marché pour la mise en œuvre des parcelles et essais de démonstration agricoles | Avril 2014 | Le taux est seulement de 19%. Il faut lancer un nouveau marché pour renforcer les démonstrations aux bénéficiaires. |
| Composante IV «Appui aux services financiers et promotion de la microentreprise» | Tenir une réunion avec l'association « Al Hadaf » et les structures provinciales de l'INDH pour établir les modalités de collaboration | Mai 2014 | Une réunion a été tenue lors de la mission de supervision, relancer le dialogue pour finaliser la convention. |
| | Tenir une réunion avec l'agence SFDA pour le financement de certaines AGR et des besoins des bénéficiaires du projet. | Avril 2014 | Grâce aux efforts des CT, 29 AGR ont été réalisées. Relancer ce processus avec l'association el Haddaf dès que la convention est signée. |
| Composante «Coordination et Gestion» | Lancer l'étude relative aux effets et impacts du projet | Décembre 2014 | Pour le cahier des charges, s'inspirer de l'expérience du projet Haouz phase 1. |

Appendice 2: Résumé des principales mesures dans des délais convenus

| Domaine d'action/Mesures convenues | Echéance | Responsables |
|--|----------------|-----------------|
| Produits | | |
| I. Composante I «Renforcement des capacités». | | |
| 1. Solutionner le dernier paiement de l'ONG & engager la 4ème convention de partenariat qui devra inclure la création d'AGR et de Micro-entreprises. | Mai 2014 | D/Projet |
| 2. Engager rapidement les marchés de formation des bénéficiaires prévus pour 2014 en privilégiant la gestion des associations et coopératives | Juin 2014 | UGP |
| 3. Prévoir des formations pour les cadres et techniciens, y compris ceux relevant des institutions partenaires du projet. | Juin 2014 | UGP |
| 4. Engager le programme de sensibilisation des associations, coopératives et CR sur la maintenance des ouvrages de PMH, pistes, AEP et CES | décembre 2014 | UGP |
| II. Composante II «Aménagements et infrastructures hydro-agricoles» | | |
| 5. Renforcer la sensibilisation des AUEA et des usagers des réseaux d'irrigations sur la gestion et l'entretien | Juillet 2014 | UGP, SMOP, AUEA |
| 6. Augmenter les superficies d'amandier en bour vu leur rôle dans la CES | Novembre 2014 | UGP, SMOP |
| 7. Réaliser les études de suivi d'impact des CES | Novembre 2014 | UGP, SMOP |
| 8. Inclure dans les formations l'impact des ouvrages CES dans la protection de l'environnement | Octobre 2014 | UGP, SMOP |
| 9. Réaliser les formations des techniciens des CR pour le suivi et l'entretien des pistes | décembre 2014 | UGP, SMOP, CR |
| 10. Prendre en charge par le projet des travaux d'AEP initialement à charge des partenaires mais non honorés | juin 2014 | UGP, SMOP |
| 11. Réaliser les formations et voyages d'études des AUEP | Septembre 2014 | UGP, SMOP, AUEA |
| III. Composante III «Intensification et diversification de la production agricole» | | |
| 12. Etablir les listes des bénéficiaires pour les distributions de plants de pommier (213 ha) et de bulbes de safran (18 ha) | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 13. Lancer le marché pour la mise en œuvre des parcelles et essais de démonstration agricoles | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 14. Identifier l'OPA bénéficiaire et lancer le marché pour l'acquisition de la concasseuse d'amande de démonstration | Juillet 2014 | UGP, SVA |
| 15. Appuyer les organisations des usagers pour la gestion/entretien de ces points d'eau, notamment les citernes enterrées | Décembre 2014 | UGP, SMOP |
| 16. Améliorer la signalétique des mises en repos pour les rendre plus visibles et plus durables | Octobre 2014 | UGP, SVA |
| 17. Clarifier avec les autorités locales la situation des 1600 ha proposés par la fraction d'Enjil Ait Lahcen | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 18. Renforcer les deux associations (gestion des parcours) | décembre 2014 | UGP, SVA |
| 19. Relancer le marché d'achat de l'orge de compensation pour les mises en repos délimitées | Avril 2014 | UGP, SVA |
| 20. Poursuivre les activités de formation des bénéficiaires, notamment à travers les voyages d'étude | continu | UGP, SVA |
| 21. Relancer les DAO pour les plantations sylvo-pastorales et le reboisement | Avril 2014 | UGP, DPEF |
| 22. Tenir des concertations entre l'UGP et la DPEF pour les plantations énergétiques, en diversifiant le matériel végétal | Avril 2014 | UGP, DPEF |
| 23. Etablir avec le BET un calendrier en vue de finaliser l'étude sur les écosystèmes pastoraux | Juillet 2014 | UGP, SVA |
| 24. Recruter une expertise pour solutionner les mortalités dans les ruches | Juin 2014 | UGP, SVA |
| IV. Composante IV «Appui aux services financiers et promotion de la microentreprise» | | |
| 25. Tenir une réunion avec l'association « Al Hadaf » et les structures provinciales de l'INDH pour établir les modalités de collaboration | Mai 2014 | DP |
| 26. Tenir une réunion avec l'agence SFDA pour le financement de certaines AGR et des besoins des bénéficiaires du projet | Avril 2014 | DP |
| 27. Exiger parallèlement du bureau d'études de corriger son diagnostic et d'identifier, les AGR à financer | Mai 2014 | UGP |
| V. Composante «Coordination et Gestion» | | |
| 28. Prolonger le contrat du RSE à fin juin 2015 | Mars 2014 | |
| 29. Lancer l'étude relative aux effets et impacts du projet | Décembre 2014 | UGP |

| Aspects fiduciaires | | |
|--|---------------|-----|
| 30. Améliorer le taux de décaissement en accélérant le rythme des réalisations sur le terrain | décembre 2014 | UGP |
| 31. Mettre à jour le niveau de contribution des droits et taxes et contributions en nature apportées par le Gouvernement (véhicules, etc.) | Décembre 2014 | UGP |
| 32. Améliorer la documentation pour apprécier la contribution réelle des bénéficiaires (comptabilisation des contreparties en nature) | Décembre 2014 | UGP |
| Autres aspects | | |
| 33. Compléter les listes et catégories des bénéficiaires déclinées par genre | Décembre 2014 | UGP |
| 34. Etablir des fiches pour chacune des innovations du projet afin d'en assurer une large diffusion | Décembre 2014 | UGP |

Appendice 3: Questions financières

Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Table 3A: Décaissements par bailleur au 28/02/2014 ('000 USD)

| Bailleurs | Approuvé | Décaissés * | Taux % |
|---------------|---------------|----------------|------------|
| FIDA | 16'206 | 7'406(*) | 46% |
| OFID | 9'809 | 3'727(**) | 38% |
| Gouvernement | 7'162 | 2'650 | 37% |
| Bénéficiaires | 1'221 | 282 | 23% |
| Total | 34'398 | 14'065 | 41% |

(*) Source Flex Cube FIDA (au 28/2/2014)

(**) Source UGP calculés au taux de 1 USD = 8,1 MAD au 5/3/2014

NB: Le taux de décaissement sur le prêt FIDA 685-MA en DTS est de 42,6% (voir Appendice 5C ci-dessous) mais la contrepartie en USD (Appendice 5A) ci-dessus représente 46%. Cela est dû aux variations de change DTS/USD dont la valeur est passé de 1DTS=1,44 USD à la conception en 2007 à environ 1,54 durant ces dernières années.

Table 3B: Décaissements par bailleur et par composante au 28/2/2014 ('000 MAD) (Source UGP)

| Composantes | FIDA | | | OFID | | | Gouvernement | | | Bénéficiaires | | | Total | | |
|------------------------------|----------------|---------------|------------|---------------|---------------|------------|---------------|---------------|------------|---------------|--------------|------------|----------------|----------------|------------|
| | Prévu | Réalisé | % | Prévu | Réalisé | % | Prévu | Réalisé | % | Prévu | Réalisé | % | Prévu | Réalisé | % |
| I. Renforcem. Capacités. | 10'070 | 3'650 | 36% | | | | 5'759 | 720 | 13% | | | | 15'828 | 4'370 | 28% |
| II. Aménag/Infrastr. HA | 50'855 | 32'250 | 63% | 80'238 | 30'791 | 38% | 24'082 | 12'573 | 52% | 5'922 | 166 | 3% | 161'097 | 75'780 | 47% |
| III. Intensif prod. Agricole | 52'916 | 8'344 | 16% | | | | 19'853 | 3'227 | 16% | 4'065 | 2'137 | 53% | 76'835 | 13'709 | 18% |
| IV. microf et microEntrep. | 12'687 | 325 | 3% | | | | 1'808 | 90 | 5% | | | | 14'495 | 415 | 3% |
| V. Gestion | 6'029 | 11'152 | 185% | | | | 7'084 | 5'268 | 74% | | | | 13'113 | 16'420 | 125% |
| Total | 132'557 | 55'721 | 42% | 80'238 | 30'791 | 38% | 58'585 | 21'878 | 37% | 9'988 | 2'303 | 23% | 281'367 | 110'693 | 39% |

Table 3C: Décaissements du prêt FIDA au 30/11/2009 (DTS) (Source FIDA)

| | Catégories | Allocations initiales | Décaissements réels (DRF 1 à 10) | en % | Soldes |
|---------------------|---|---|----------------------------------|--------------|---------------------|
| | Avance initiale | 0.00 | 845,433.7 | 0% | -845,433.7 |
| I | Contrats de prestations de services à l'exception des s/composante 2.2 et 2.3 | 2,070,000 | 704,781.83 | 34% | 1,365,218.17 |
| II | Aménagements hydro-agricoles et travaux à l'exception des s/composantes 2.2 et 2.3 | 4,760,000 | 2,309,486.86 | 49% | 2,450,513.14 |
| III | Formation, animation, études et assistance technique à l'exception des s/composantes 2.2 et 2.3 | 1,110,000 | 488,723.6 | 44% | 621,276.4 |
| IV | Equipements et matériels à l'exception des s/composantes 2.2 et 2.3 | 1,960,000 | 446,203.17 | 23% | 1,513,796.83 |
| V | Véhicules à l'exception des s/composantes 2.2 et 2.3 | 230,000 | 0,00 | 0% | 230,000 |
| VI | Non alloué | 1,120,000 | 0,00 | 0% | 1,120,000 |
| | Total | 11,250,000 | 4,794,629.16 | 42,6% | 6,455,370.84 |
| Total DTS | | Equivalent USD au 28/2/14 (source F/Cub IFAD) | | | |
| 4,794,629.16 | | 7,405,958 | | | |

Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de prêt, état d'avancement

| Section | Disposition | Objectif/Date prévue | État d'avancement/Date |
|--------------|--|--|--|
| Section 2.03 | L'Emprunteur doit ouvrir et administrer un compte spécial du prêt en MAD; le Fonds effectue en son nom un ou plusieurs retraits du Compte de prêt à hauteur d'un montant global équivalent de 10 millions de MAD | Compte ouvert et versement de 10 millions de MAD effectué | Le FIDA a déjà récupéré cette avance en date de novembre 2013 (Voire Annexe 5-C) |
| Section 2.04 | L'emprunteur utilise les fonds du prêt pour le financement exclusif des dépenses autorisées conformément aux dispositions de l'Accord de prêt | | Disposition respectée |
| Section 3.02 | L'UGP prépare annuellement un projet de PTBA | Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 90 jours avant le début de chaque année budgétaire | Disposition respectée |
| Section 3.05 | Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'annexe 4 | | Disposition respectée |
| Section 4.01 | L'UGP établit et tient un système approprié de gestion capable de suivre le projet conformément aux dispositions de la section 8.02 des conditions générales et au guide pratique de suivi-évaluation des projets de développement rural | août-07 | Disposition respectée, Une application et un registre de dépenses ont été mis en place par le FIDA en Juillet 2012 |
| Section 4.02 | Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités | Dans les 3 mois qui suivent la fin de chaque semestre | Disposition non respectée |
| Section 4.03 | Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA | Mi-parcours | RMP réalisée en août 2012 |
| Section 5.02 | Présentation du rapport d'audit au FIDA | Avant juin 20013 | Disposition respectée |
| Annexe 3A.03 | L'Emprunteur prend en charge l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet. | | Disposition respectée |

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

| Composante/ Sous-composante ou produit | | Période: 1/1/2013 au 31/12/2013 | | | Progrès effectif global | Objectifs fixés dans le RPE | Objectifs révisés à Mi-Parcours | % | |
|--|--|---------------------------------|---------------------|------|-------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|-----|-------|
| | Unité | PTBA | Progrès effectif | % | | | | | |
| Composante I: Renforcement des capacités locales | | | | | | | | | |
| | Sous-composante Animation et appui à l'élaboration des PDD | | | | | | | | |
| | Elaboration des PDD | PDD | 0 | 0 | | 150 | 150 | 150 | 100% |
| | Aménagement des locaux | M2 | 0 | 0 | | 150 | 150 | 150 | 100% |
| | Sous-composante Formation des populations | | | | | | | | |
| | Contrat pour formateurs en alphabétisation | Pers. An | 20 | 15 | 0 | 38 | 48 | 30 | 126% |
| | Formation des associations et/ou coopératives | Session | 10 | 9 | 90% | 11 | 26 | 21 | 53% |
| | Voyage d'échange | Voyage | 6 | 0 | 0 | 0 | 12 | 12 | 0 |
| | Organisation de foires | Nombre | 1 | 1 | 100% | 1 | 1 | 1 | 100 |
| | Production de supports | Forfait | 12 | 0 | 0 | 0 | 24 | 12 | 0 |
| | Création d'un site web | Unité | 1 | 1 | 100% | 1 | 1 | 1 | 100% |
| | Représentants et fonctionnaires formés (SYGRI) | Homme | 15 | 11 | 73% | 20 | 15 | | 133% |
| | | Femme | 5 | 3 | 60% | 5 | 4 | | 125% |
| | | | | | | | | | |
| Composante II: Infrastructures et aménagements hydro-agricoles | | | | | | | | | |
| | Sous-composante PMH | | | | | | | | |
| | Aménagement de Khettaras | Km | 0,47 | 0,30 | 64% | 0,83 | 1 | 1 | 0,83% |
| | Aménagement de sources | Unité | 0 | 4 | | 4 | 3 | 3 | 133% |
| | Construction d'ouvrage de dérivation | Unité | 9 | 4 | 46% | 13 | 19 | 19 | 68% |
| | Revêtement de seguia | Km | 31 | 48 | 155% | 83,6 | 106 | 106 | 79% |
| | Etudes | Forfait | 1 | 0 | 0% | 3 | 3 | 3 | 100% |
| | Formation des associations | AUEA | 28 | 15 | 54% | 43 | 56 | 56 | 77% |
| | Sous-composante pistes et AEP | | | | | | | | |
| | Pistes | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|------------|------|-------|------|-------|-------|-------|--------|
| | Etudes | Forfait | 1 | 1 | 100% | 100% | 1 | 1 | 100% |
| | Travaux | Km | 47 | 68.4 | 145% | 87 | 114 | 114 | 77% |
| | Formations commune | Session | 1 | 0 | 0% | 0 | 2 | 2 | 0% |
| | <u>AEP</u> | | | | | | | | |
| | Alimentation en eau potable | Douar | 6 | 7 | 116% | 7 | 14 | 14 | 50% |
| | Formation | Session | 1 | 0 | 0% | 0 | 12 | 12 | 0% |
| | Voyage | Voyage | 1 | 0 | 0% | 0 | 10 | 10 | 0% |
| | Sous-composante CES | | | | | | | | |
| | <u>Travaux</u> | | | | | | | | |
| | Stabilisation de berges | M3 | 5400 | 18880 | 349% | 12330 | 28030 | 33200 | 84,44% |
| | Correction des ravins | M3 | 0 | 1000 | 0% | 18800 | 30000 | 16800 | 52,38% |
| | Murettes, cordons et épierrage | Ha | 50 | 0 | 37% | 117 | 1500 | 317 | 36,9% |
| | Stabilisation de murettes | Ha | 200 | 17 | 8,5% | 300 | 3900 | 300 | 40% |
| | Plantations fruitières | Ha | 1500 | 400 | 27% | 640 | 3000 | 2240 | 10,7% |
| | Captage eau-citerne | M3 | 400 | 0 | 0% | 400 | 600 | 1500 | 26,67% |
| | Formation | Pers. Sem. | 30 | 0 | 0% | 8 | 24 | 24 | 33,33% |
| | Voyages | Voyage | 0 | 0 | 0% | 0 | 4 | 4 | 0 |
| | Sensibilisation bénéficiaires | Session | 30 | 0 | 10% | 6 | 60 | 60 | 10% |
| | Démonstrations | Session | 2 | 0 | 0% | 0 | 60 | 60 | 0% |
| | Etudes | Forfait | 0 | 0 | 0% | 8 | 10 | 10 | 80% |
| | | | | | | | | | |
| Composante III: Développement de la production agricole | | | | | | | | | |
| | Sous-composante développement de la production végétale | | | | | | | | |
| | Développement et extension des plantations fruitières | | 250 | 175 | 70% | 611 | 3000 | 775 | 79% |
| | Mise en place et développement des safranières | Ha | 2 | 0 | 0% | 0 | 150 | 20 | 0% |
| | Formation des agriculteurs | Sessions | 10 | 0 | 0% | 26 | 38 | 38 | 68% |
| | Voyages d'étude agriculteurs | Journées | 3 | 0 | 0% | 4 | 14 | 14 | 29% |
| | Formation cadres et techniciens. | Session | 6 | 8 | 133 | 15 | 28 | 28 | 54% |

| | | | | | | | | |
|---|----------|-------|------|------|-----|-------|-------|------|
| | Journée | 6 | 0 | 0% | 0 | 26 | 0 | 0% |
| Voyages cadres et techniciens. | Sites | 19 | 0 | 0% | 7 | 37 | 37 | 19% |
| <u>Démonstrations</u> | | | | | | | | |
| Démonstrations visant la production démonstrations goutte-à-goutte | Ha | 10 | 0 | 0% | 0 | 30 | 30 | 50% |
| Démonstrations transformation et valorisation | Unité | 0 | 0 | 0% | 0 | 3 | 1 | 0% |
| | Session | 0 | 0 | 0% | 0 | 4 | 4 | 0% |
| | Forfait | 1 | 0 | 0% | 0 | 1 | 1 | 0% |
| Recherche-développement | | | | | | | | |
| Sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage | | | | | | | | |
| <u>Travaux</u> | | | | | | | | |
| Réhabilitation et création de puits | Unité | 4 | 8 | 200% | 12 | 26 | 14 | 86% |
| Abri anti-neige | Unité | 0 | 0 | 0% | 0 | 6 | 0 | 0% |
| Mise en défens sur parcours | Ha | 10000 | 3000 | 30% | 0 | 25000 | 10000 | 30% |
| Plantation fourragères | Ha | 300 | 200 | 0% | 0 | 500 | 500 | 40% |
| Plantation fourragères intercalaires | Ha | 300 | 0 | 0% | 0 | 500 | 500 | 0% |
| Organisation de concours | Concours | 0 | 0 | 0% | 0 | 6 | 2 | 0% |
| Aménagement de bâtiments | Bureau | 0 | 0 | 0% | 0 | 7 | 7 | 0% |
| Amélioration sylvo-pastorale | Ha | 100 | 0 | 0% | 0 | 500 | 200 | 0% |
| Reboisement | Ha | 100 | 0 | 0% | 0 | 690 | 100 | 0% |
| Mise en défens du reboisement | Ha | 0 | 0 | 0% | 0 | 2720 | 0 | 0% |
| Reboisement énergétiques | Plants | 30000 | 0 | 0% | 0 | 30000 | 30000 | 0% |
| Promotion de fours améliorés | Forfait | 0 | 0 | 0% | 0 | | | 0% |
| <u>Développement de l'élevage</u> | | | | | | | | |
| Promotion de l'apiculture | Ruches | 0 | 0 | 0% | 509 | 1200 | 1200 | 42% |
| Promotion de l'élevage ovin caprin laitier | Ménage | 0 | 0 | 0% | 299 | 120 | 120 | 249% |
| Création et encadrement des groupements ANOC | Forfait | 4 | 4 | 100% | 8 | 4 | 8 | 100% |
| Rétrocession de bédiers | Bédier | 131 | 133 | 101% | 308 | 441 | 380 | 143% |

| | | | | | | | | |
|---|-----------|----|-----|-----|--------|-------|-------|------|
| Rétrocession de boucs | Bouc | 50 | 30 | 0% | 40 | 40 | 50 | 80% |
| Organisation de concours | Concours | 6 | 0 | 0% | 0 | 6 | 2 | 0% |
| Vaccination entérotoxémique | Forfait | | | | 687257 | | | |
| Traitement de déparasitage | Forfait | | | | 687257 | | | |
| Lutte contre la varroase | Ruche | | 0 | 0% | 2000 | 11700 | 11700 | 17% |
| Caractérisation des systèmes sylvo-pastoraux | Forfait | 1 | | 0% | 0,5 | 1 | 1 | 50% |
| Caractérisation des systèmes d'élevage | Forfait | | | | 1 | 1 | 1 | 100% |
| Formation | Session | 5 | 20 | 0% | 32 | 12 | | 58% |
| Voyage | Voyage | 0 | | | 12 | 20 | | 60% |
| Journée de sensibilisation | Journée | 0 | | | 37 | 17 | | 217% |
| Composante IV: appui aux services financiers et promotion de la micro entreprise | | | | | | | | |
| Sous-composante diffusion du microcrédit | | | | | | | | |
| Formation en finance rurale | Forfait | 0 | 0 | | 0 | 1 | | 0% |
| Contrat de mise en œuvre de microcrédit | Forfait | 0 | 0 | | 0 | 1 | | 0% |
| Etude d'impact | Forfait | 0 | 0 | | 0 | 1 | | 0% |
| Sous-composante montée en gamme du microcrédit | | | | | | | | |
| Etude sur le mode de garantie | Forfait | 0 | 0 | | | 1 | | |
| Contrat d'appui à une AMC | Forfait | 0 | 0 | | | 1 | | |
| Assistance technique à l'adoption de procédure | Per. mois | 0 | 0 | | | 0,75 | | |
| Sous-composante promotion de la micro entreprise | | | | | | | | |
| Renforcement et appui aux AGR | | 1 | 0.4 | 40% | 0.4 | 1 | 1 | 40% |
| Micro entreprise/OPA/AGR | | 30 | 0 | 0% | 0 | | 40 | 0% |
| Formation sur la gestion des micro-entreprises, AGR, et coopératives | | 8 | 0 | 0% | 0 | | 10 | 0% |
| Subvention aux associations pour démonstration | | 2 | 0 | 0% | 0 | | 2 | 0% |

| Composante V: coordination et gestion du projet | | | | | | | | |
|--|-------------|----|----|--|----|----|----|------|
| <u>Bâtiments</u> | | | | | | | | |
| Réhabilitation de salle de réunion | M2 | 50 | 50 | | 50 | 50 | 50 | 100% |
| Construction de bureaux | M2 | | | | | 50 | 50 | 0% |
| <u>Personnel</u> | | | | | | | | |
| Spécialistes matières | Pers. année | | | | | 16 | | |
| <u>Suivi évaluation</u> | | | | | | | | |
| Atelier de démarrage | Forfait | | | | 0 | 1 | 1 | 0% |
| Enquête de base | Forfait | | | | 0 | 1 | 1 | 0% |
| Système de SE | Pers. mois | | | | | 2 | 2 | |
| Etude d'impact | Forfait | | | | 0 | 1 | 1 | 0% |
| Enquêtes anthropométriques et sur l'accumulation des biens | Forfait | | | | 1 | 1 | 1 | 100% |
| Aménagement de salle | M2 | | | | | 50 | 50 | |

Appendice 6: Cadre logique révisé à mi-parcours indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

| Description du projet | Indicateurs objectivement vérifiables | Sources de vérification | Hypothèses (H) / Risques (R) |
|--|---|--|---|
| Objectif global: | | | |
| -Les conditions de vie et de revenu des ménages pauvres des douars ciblés par le projet sont améliorées. | <ul style="list-style-type: none"> -A l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté 10%. -A l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés de 20% -A l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté de 10% chez les femmes et de 5% chez les hommes. | <ul style="list-style-type: none"> -Enquête sur les impacts du projet au démarrage et à l'achèvement du projet. | <ul style="list-style-type: none"> -Poursuite de la politique nationale de lutte contre la pauvreté -Synergie avec les Programmes Nationaux et Sectoriels (routes rurales, eau potable pour les populations rurales, électrification rurale, appui environnemental, etc.) |
| Objectif du Projet | | | |
| Résultats du Projet | | | |
| Composante 1: Renforcement des capacités locales | | | |
| .1 -Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local impliquant les différents acteurs sociaux concernés est opérationnel. .2 -La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée. .3 -L'encadrement du projet et des partenaires est formé à l'approche participative. | <ul style="list-style-type: none"> -Au terme du projet, 100% des plans de développement de douars (PDD) agréés par le projet sont mis en exécution par les OB. -Au terme du projet, les groupes sociaux défavorisés (femmes et jeunes) sont représentés par au moins un membre dans les OB d'au moins 50% des douars ciblés ou disposant de leur propre organisation. -Au moins 20 microprojets sont déposés par les femmes et réalisés). -70% du personnel de la DP ont bénéficié d'une formation en démarche participative | <ul style="list-style-type: none"> -Rapports annuels de l'UGP -Fiches de suivi. -Rapport d'achèvement -Evaluation par les bénéficiaires | <ul style="list-style-type: none"> -Faible mobilisation des femmes en raison du poids des coutumes traditionnelles et de l'insuffisance des animatrices rurales |
| Composante 2: Aménagements et infrastructures socio-économiques | | | |
| .1 -Les infrastructures collectives de PMH, réalisées dans le cadre des PDD sont gérées rationnellement par les communautés. .2 -La gestion de l'environnement naturel est améliorée et le processus d'érosion et d'envasement du barrage est diminué. .3 -Les pistes rurales et les systèmes d'AEP, réalisées dans le cadre des PDD sont régulièrement entretenus. | <ul style="list-style-type: none"> -80% de séguis prévues sont revêtus et 85% des seuils sont aménagés. -Au terme du projet, l'irrigation sera renforcée et améliorée par la mise à disposition de volumes d'eau plus importants. -Au terme du projet, 90% des infrastructures de PMH seront gérées et entretenues par une AUEA ou une OB. -Au terme du projet, 90% des AUEA sont fonctionnelles. -300 ha épierrés et 2240 ha ont été plantés en plantations fruitières. -70% de superficies épierrées ont été plantés. -Les bénéficiaires sont organisés pour l'entretien des | <ul style="list-style-type: none"> -Rapport de supervision -Enquête sur les impacts du projet -Rapport de clôture -Evaluation par les bénéficiaires -Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet | <ul style="list-style-type: none"> -Les membres formés des organisations d'usagers n'assurent pas la démultiplication de la formation -La commune rurale manque de moyens d'entretien des pistes |

| Description du projet | Indicateurs objectivement vérifiables | Sources de vérification | Hypothèses (H) / Risques (R) |
|---|---|---|------------------------------|
| | aménagements de CES. ▪ -Au terme du projet, 80% des berges menacées de sapement sont protégées. ▪ -Au terme du projet, 75% des pistes rurales sont gérées et entretenues par la commune en association avec le projet et les bénéficiaires. | | |
| Composante 3: Intensification et diversification de la production agricole | | | |
| .1 -Les systèmes de culture adaptés aux conditions naturelles sont diversifiés et intensifiés. .2 -Les parcours et les terres labourées sont réhabilités et gérés rationnellement par les éleveurs organisés dans le cadre d'un schéma participatif d'aménagement. .3 -Les systèmes d'élevage sont adaptés aux conditions naturelles. | ▪ -65% des exploitations de la zone du projet ont introduit au moins une technique. ▪ -Réduction des superficies céréalières de 25% au profit des cultures maraichères et plantations arboricoles. ▪ -Amélioration des rendements des principales cultures de 15%. ▪ 3100 ha de plantations fruitières et 1 200 ha d'arbustes fourragers réalisés. ▪ -20 ha de safran cultivés. ▪ -La production pastorale et fourragère est augmentée de 10% au terme du projet. ▪ -70% de points d'eau créés ou aménagés sont bien gérés par les ayants droits et de la productivité du troupeau a augmenté de 15%. | ▪ -Enquêtes sur les impacts du projet ▪ -Rapport de supervision ▪ -Rapport de clôture ▪ -Evaluation par les bénéficiaires ▪ -Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet | |
| Composante 4: Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise. | | | |
| .1 -Le micro-crédit fonctionne à travers les AMC et l'accès au crédit moyen terme est facilité. .2 -L'appui des populations locales à la création des micro-entreprises est renforcé. | ▪ -Au moins une antenne du SFDA est fonctionnelle dans la zone du Projet ▪ -Au moins 40 AGR ont obtenu un cofinancement pour leur AGR ▪ -Au terme du Projet au moins 10% des agriculteurs ont obtenus des financements du SFDA pour leurs petits projets ▪ -Au terme du projet au moins 40 entreprises et AGR seront créées. ▪ -Le taux de micro-entreprises opérationnelles parmi celles créées est de 70% au terme du projet. ▪ -Au terme du projet, 50% des femmes ayant bénéficié de formations thématiques (y inclus alphabétisation fonctionnelle et post alphabétisation) sont engagées dans des activités génératrices de revenus. | ▪ -Rapport de supervision ▪ -Rapport de clôture ▪ -Rapport d'auto-évaluation du projet ▪ -Evaluation par les bénéficiaires ▪ -Enquêtes sur les impacts du projet ▪ -Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet | |

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Formations/Capitalisation

- Bien que la mise en repos existe traditionnellement dans la zone (Agdal), cette pratique capitalise sur les impacts économiques et environnementaux positifs enregistrés dans plusieurs projets FIDA (PDRT, PDRTT, PDPEO I et II). Dans la mesure où les organisations de gestion de ces mises en repos et un système local de gardiennage sont mises en place sur les ressources de l'association, cette action est une innovation pour la zone;
- L'utilisation des plantations intercalaires capitalise également sur des expériences antérieures, notamment dans le cadre du projet PDRTT. Les impacts positifs incluent la dimension économique (gain de fourrage à coût réduit, gain de rendement de la céréale grâce aux travaux du sol permettant une meilleure infiltration de l'eau, ainsi que la dimension environnementale (conservation des eaux et du sol, fixation de carbone, biodiversité).

Innovation

Innovations/Capitalisation/Démultiplication.

- Dans le cas particulier de la zone d'intervention, de nombreuses activités introduites par le projet sont considérées comme novatrices tel que:
 - i) la planification territoriale participative par l'élaboration des PDD,
 - ii) l'AT exerçant de façon permanente pour pallier à l'insuffisance des ressources humaines,
 - iii) la valorisation de l'alphabétisation à travers la création et le renforcement de coopératives féminines,
 - iv) la diversification des systèmes de culture par l'introduction de la culture du safran, de l'amandier en bour, des cultures maraîchères et du maïs-fourrager pour l'ensilage,
 - v) l'introduction du système d'irrigation par goutte-à-goutte dans des parcelles en pente avec aménagement de cordons en pierres pour des plantations d'amandier,
 - vi) l'amorce d'une spécialisation territoriale en productions végétales à haute valeur ajoutée, avec une forte réduction de l'élevage ovin,
 - vii) l'intégration des aménagements hydro-agricoles, des pistes et des actions de développement agricole; ces aménagements pouvant constituer une assise aux projets de développement de filières à venir;
 - viii) les conventions de partenariat avec l'ANOC ont permis une prise de conscience par les éleveurs des avantages du système d'élevage intensif par rapport à l'extensif, avec tous les effets positifs que ce changement entraînera en matière de réduction de la pression sur les parcours et partant, sur la préservation des ressources pastorales;
 - ix) l'introduction d'une apiculture moderne;
 - x) l'introduction de la plantation d'atriplex avec alley cropping;
 - xii) l'ouverture de pistes desservant des zones agricoles pour faciliter l'accès aux marchés des productions ainsi que la conception du réseau de pistes, de façon qu'elles désenclavent le maximum de douars en les reliant aux grands axes routiers;
 - xiii) la conception technique de ces pistes de telle sorte qu'elles répondent aux normes pour leur revêtement ultérieur (bitumage) dans le cadre des programmes nationaux de routes rurales.

Annexe I: Degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de mai 2013

| Mesures convenues | Degré de mise en œuvre |
|--|-------------------------------------|
| I. Renforcement des capacités locales | |
| 1. Renforcer l'encadrement de proximité des bénéficiaires et de leurs organisations en désignant des agents par zone et en fixant un programme d'encadrement et de suivi des organisations | Fait |
| 2. Intensifier les réalisations prévues par le projet en matière de renforcement des capacités des organisations afin d'atteindre une autonomisation avant la fin du projet | Fait partiellement |
| 3. Tenir une réunion avec la Direction de l'ONCA pour mobiliser les CT dans la réalisation du Projet | Pas fait (structure non identifiée) |
| 4. Engager une convention de partenariat avec l'ONCA pour le renforcement de l'encadrement de proximité de la population | Pas fait (structure non identifiée) |
| 5. Reprendre l'activité d'alphabétisation avec la même ONG en respectant les recommandations discutées | En cours de repris de l'action |
| 6. Lancer une quatrième convention pour l'alphabétisation associée aux AGR et aux micro-entreprises, | Fait |
| 7. Examiner et valider les supports pédagogiques des formations avant le lancement des sessions afin de mieux orienter les intervenants | Fait |
| 8. Faire une évaluation à la fin de l'ensemble des sessions en cours. Les conclusions peuvent servir pour améliorer les prochains CPS de formation. | Fait |
| II. PMH | |
| 9. Activer la mise en place et la formation des AUEA en ciblant les périmètres aménagés où il n'y a pas d'OP pour la gestion et l'entretien des réseaux. | Fait |
| 10. Délimiter les périmètres de PMH pour connaître les superficies irriguées et déterminer les gains en quantité d'eau après aménagement | Pas fait |
| III. Promotion des micro-entreprises et AGR | |
| 11. Tenir une réunion avec la SFDA au niveau central pour arrêter les modalités d'intervention dans le financement des besoins des petits agriculteurs de la zone du projet | Fait |
| 12. Remettre une note méthodologique plus détaillée, en tenant compte des remarques de la mission et en indiquant la démarche, les indicateurs et les conditions d'accès aux appuis du projet | Fait |
| 13. Démarrer les phases de l'étude d'une manière simultanée quand la nature des phases le permet et ne pas attendre la finalisation du rapport de diagnostic participatif pour lancer les premières AGR. | Pas fait |
| 14. Appuyer les porteurs des AGR et micro-entreprises dans la recherche de financements auprès d'autres acteurs (SFDA, FDA, Fondation Mohamed V et INDH, Conseil provincial, DRA, ONG nationales et internationales, etc.) | Pas fait |
| 15. Etablir les conventions avec les associations partenaires pour le développement des AGR | En cours de réalisation |
| 16. Réaliser des sessions de formation, incluant le recyclage, autour de thèmes relatifs à la création et à la gestion des microentreprises | Fait |
| IV. Coordination et gestion du projet | |
| 17. Assurer une meilleure organisation de la DP et de l'AT à travers l'établissement de décisions qui responsabilisent les cadres de la DPA et | Fait |

| | |
|--|--------------------|
| de l'AT | |
| 18. Etablir des programmes de travail mensuels et assurer leur suivi par la DP | Fait |
| 19. Mettre en place un système de suivi-évaluation qui permette la collecte de données sur les réalisations physiques, le nombre de bénéficiaires (hommes et femmes) et l'évaluation des effets et impacts du projet, notamment en termes de création d'emplois, d'amélioration des rendements, d'augmentation des revenus, et de gains acquis par les diverses interventions du projet. | Fait partiellement |
| 20. Activer les paiements et la transmission des relevés de dépenses à la DB et des demandes en instance à la DB (9,19 millions MAD pour le FIDA et 12,13 millions MAD pour l'OPEP) | Fait |
| Assurer la rigueur requise en matière d'instruction des relevés de dépenses et de respect des catégories de dépenses | Fait |
| Assurer la tenue à jour des registres principalement celui des contrats par dépenses | Fait |
| Veiller à l'enregistrement des marchés et à la fourniture des polices d'assurances dans les délais | Fait |

Annexe II: Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission d'audit des comptes du projet l'exercice 2012

| N° | Recommandations | Degré d'avancement | Observations |
|----|--|--------------------|--|
| 1 | Veiller à la tenue de la réunion du comité national du pilotage (CNP), pour la validation du PTBA, avant l'ouverture de l'année budgétaire | Fait | |
| 2 | Confier les missions de la cellule de suivi évaluation, prévue par les dispositions de l'accord de prêt, à un organe autre que l'UGP au regard de l'ampleur des actions du PDRMO et de l'importance du portefeuille des projets qu'elle gère par ailleurs; | Fait | Assistance technique CID en place |
| 3 | Renforcer les ressources humaines de la Direction provinciale de l'Agriculture (DPA) au regard de l'ampleur des actions du PDRMO et de l'importance du portefeuille des projets qu'elle gère par ailleurs; | Fait | + 1 ingénieur et 1 technicien affectés à l'UGP |
| 4 | Préparer suffisamment à l'avance les dossiers de consultation pour permettre leur validation dans les meilleurs délais par le bailleur de fonds; | Fait | |
| 5 | Veiller à la programmation de la plus grande partie des consultations relatives aux marchés publics avant la fin du premier trimestre de l'exercice budgétaire; | Fait à 80% | |
| 6 | Accélérer les procédures de visa et d'approbation des marchés attribués pour éviter les retards d'exécution physique et financière du projet; | Fait | |
| 7 | Veiller à établir les ordres de service de commencement de travaux dans des délais raisonnables pour augmenter le rythme d'exécution des actions du projet; | Fait | |
| 8 | Activer le comité rapproché de suivi trimestriel des réalisations physiques et financières du projet créé par le CNP lors de sa réunion du 01 février 2012, qu'elle gère par ailleurs; | Fait | |